ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1587 – 11 décembre 1998 – prix : 9F

Jospin a des milliards pour les patrons et rien pour les chômeurs

ASSEZ DU CHÔMAGE ET DE LA PRÉCARITÉ

p. 3 et 5

SNCF, services publics... Réduction d'effectifs, ça suffit, embauchez

p. 12 et 13

SOMMAIRE

Leur société
4 – Le combat au sein du Front National
– Jospin doit reculer au sujet des sans-papiers
– La police contre les sans-logis
16 – Conseil régional d'Ile de France : Union sacrée à propos de la sécurité
– Non à la fermeture des urgences à Senlis et intervention de LO au Conseil régional

Chômeurs en lutte
5 – Un an après, le gouvernement n'a rien fait
– Le mouvement à Marseille
– Appel à manifester le 10 décembre

Tribune
6 – Chômeurs, salariés, tous ensemble !

Syndicats
6 – Le rapprochement CGT-CFDT

Enseignement
7 – La refonte des ZEP
– En Seine-Saint-Denis
– A Toulouse

Dans le monde
8 – L'élection de Chavez au Venezuela
9 – Argentine : deux ex-dictateurs en prison
Italie : d'Alema favorise l'école privée
10– La remontée des cours boursiers

Dans les entreprises
11 – La CGT recule à la RATP…
– … et progresse à Citroën St Ouen
– Grève à l'hôpital psychiatrique de Villejuif
12 – SNCF - La grève des contrôleurs
– A Rouen
– A Paris gare de Lyon
– Le budget de la SNCF
13 – SNCF - La grève à Vierzon
– Michelin Roanne
– Aérospatiale Toulouse
14 – Renault Douai
– Crédit Mutuel de Loire-Atlantique
– Les ouvriers agricoles saisonniers à Chateaurenard
15 – Grève à la SNCM (Marseille)
– Port de Dunkerque
– Métal Meuble (Argenteuil)

LES DROITS DE L'HOMME BAFOUÉS PAR CEUX QUI LES PROCLAMENT

Diverses manifestations se tiennent, à Paris et à New York, pour célébrer le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée le 10 décembre 1948 par la plupart des Etats membres de l'ONU.

Cette déclaration est calquée sur celle des Droits de l'Homme et du Citoyen proclamée au moment de la Révolution française; mais alors qu'en 1789 elle marquait une étape dans la révolution pour abattre l'Ancien Régime, il n'y a évidemment rien de tel dans celle de l'ONU: il ne s'agit que de grands principes humanitaires lancés aux peuples du haut d'une tribune, au sortir de la barbarie de la Seconde Guerre mondiale, sans que cela change quoi que ce soit à leur sort.

Et cinquante ans après, les guerres dont les plus pauvres sont les principales victimes, les dictatures bien en place où «*le droit à la liberté d'opinion et d'expression*» se paie par l'emprisonnement et la torture, le dénuement dans lequel vivent des milliards d'êtres humains, montrent bien que l'humanité n'a pas été «*libérée de la terreur et de la misère*».

Que les droits élémentaires des personnes ne soient pas respectés dans le monde, nul ne le nie. Les dirigeants des pays dits démocratiques pointent du doigt le Rwanda et ses massacres de population, l'Afghanistan, où les Talibans imposent un régime de terreur, plus particulièrement envers les femmes, les Khmers rouges qui ont décimé la population cambodgienne, ainsi que tous les pays du Tiers Monde où règne un régime dictatorial.

Mais qui a soutenu les Khmers rouges à l'ONU, qui a armé les Talibans, qui a aidé à mettre en place un Pinochet et continue à vouloir le protéger, si ce n'est les États-Unis? Quant à la France, elle n'est pas en reste en ce qui concerne les pays d'Afrique, Rwanda compris.

Et plus directement, depuis cinquante ans, ces mêmes pays (et d'autres) ont montré quel cas ils faisaient de la liberté des peuples. Un an après avoir signé cette déclaration, les États-Unis, sous couvert de l'ONU, se lançaient dans la guerre de Corée, pour empêcher que le Sud ne rejoigne le camp communiste. En 1948, la France était elle engagée en Indochine: ils parlaient des droits de l'individu mais ils niaient celui des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quant à l'article 5 qui proclame que «*nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*», on sait comment l'État français l'a appliqué durant la guerre d'Algérie!

Et il n'y a pas que les pays du Tiers Monde qui privent les individus des droits élémentaires inscrits dans cette déclaration, même si, du fait de leur pauvreté, une poignée d'individus s'y accapare les richesses, en faisant régner la terreur. Dans les pays riches, qui peut parler de droits de l'homme quand, comme en France, le droit au travail est retiré à cinq millions de personnes, que 500 000 d'entre elles sont exclues du droit au logement?

Et à l'échelle de la planète, la domination économique d'une minorité de capitalistes qui maintient les peuples dans la misère pour accroître leurs profits nie tout droit au «*bien-être, à la santé, à la sécurité*» des deux tiers de l'humanité. Et tant que cet intérêt privé capitaliste dominera, toutes ces déclarations ne seront que des chiffons de papier.

Marianne LAMIRAL

UN FICHIER DE PLUS CONTRE LA POPULATION

Avec l'aval de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), le ministère de l'Intérieur est en train de créer un gigantesque fichier rassemblant les données de tous les procès-verbaux de police, sur les fautifs aussi bien que sur les victimes. C'est un fichier de plus, établi par une administration dans le but de faciliter un peu plus le contrôle de la population, sous la surveillance théorique de la CNIL qui, en vingt ans d'existence, n'a jamais permis à la population de contrôler quoi que ce soit en la matière.

Certes, les mauvais payeurs, les habitués du stationnement irrégulier, les contrevenants en tout genre, sans oublier les militants politiques, sont soigneusement et efficacement répertoriés. Mais quand il s'agit de savoir combien gagne un PDG ou un haut cadre, combien de comptes en Suisse détient tel patron ou tel politicien, et de quel montant, d'éclaircir les magouilles de la Mairie de Paris ou les «investissements» du Crédit Lyonnais, alors l'informatique est impuissante et les fichiers muets.

Ces fichiers, au lieu de permettre une meilleure information et un meilleur contrôle de tous sur l'économie et toute la vie de la société, ne servent qu'à contrôler la population et à épaissir le mystère qui entoure le pouvoir des puissants.

V. G.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

De Chirac à Jospin et Strauss-Khan...

CONTENTS D'EUX !

Chirac a profité de son voyage à Rennes, le 4 décembre, pour prononcer un grand discours qui marquerait, selon nombre de commentateurs, sa « rentrée politique », après dix-huit mois de « cohabitation ». Il y aurait retrouvé les accents du candidat Chirac qui, en 1995, dénonçait, paraît-il, les risques de « fracture sociale ».

En fait, Chirac n'a fait que reprendre quelques idées chères à la droite la plus réactionnaire. Il s'est déclaré en faveur d'un « service minimum » à la SNCF, montrant ainsi qu'il estimait plus facile et plus juste de légiférer contre les travailleurs des services publics qui réclament des embauches, que contre les patrons qui – tout en accumulant des bénéfices – licencient à tour de bras. Et il a appelé à « réexaminer régulièrement » la situation des chômeurs de longue durée et des RMIstes, laissant ainsi entendre que la misérable aumône du RMI serait parfois perçue par des gens qui n'y auraient pas vraiment droit.

Par contre, on chercherait vainement dans ses déclarations le moindre mot sur le scandale que constitue le fait qu'une minorité de privilégiés continue à accumuler des fortunes considérables, alors que le niveau de vie et les conditions de travail de toute la population laborieuse se dégradent de plus en plus, et que des millions de travailleurs sont condamnés au chômage et à la misère.

Si le discours de Rennes, comme l'ont dit la plupart des journaux, a consacré le retour de Chirac comme chef incontesté de la droite, c'est bien d'une droite qui se présente ouvertement en défenseur des intérêts des privilégiés. Mais d'un autre côté, qu'est-ce que les travailleurs, qu'est-ce que les chômeurs ont gagné au retour à la tête du gouvernement, il y a maintenant dix-huit mois, du Parti Socialiste soutenu par le Parti Communiste ?

Les manifestations de chômeurs de ces derniers jours revendiquant, à l'approche de Noël, comme il y a un an, une prime exceptionnelle de 3 000 F et posant le problème du relèvement des minima sociaux, sont là pour rappeler que la solution du problème du chômage n'a pas avancé d'un pouce. Le nombre de chômeurs aurait certes légèrement diminué d'après les statistiques officielles. Mais dans le même temps, le nombre d'emplois précaires a considérablement augmenté. Et de nombreuses grandes entreprises annoncent encore des milliers de suppressions d'emplois.

Cela n'a pas empêché Strauss-Kahn, le ministre des Finances, de se montrer très content de lui à la télévision, le 6 décembre. Et en dehors du fait qu'il prononçait le mot « gauche » la main sur le cœur, il n'y avait pas grand-chose dans ses propos qui les distingue de ceux de la droite.

Strauss-Kahn n'est pas partisan d'une loi sur le « service minimum » à la SNCF, mais il serait très content, nous a-t-il dit, si des accords entre les syndicats de cheminots et la direction de la société mettaient un tel service en place.

Les 350 000 « emplois jeunes » promis par Jospin dans les services publics, et qui se sont réduits à 150 000, il trouve que c'est un excellent résultat. Quant aux 350 000 que le secteur privé aurait dû créer et qui n'ont jamais vu le jour, il trouve cela normal, puisque les « emplois jeunes », a-t-il dit en substance, « *ce n'était pas fait pour le privé* ». Quant aux millions de travailleurs en chômage total ou partiel, il n'a pas eu un mot pour eux !

En fait, il est clair qu'il considère – comme les patrons – que le but de l'économie n'est pas d'assurer aux producteurs le moyen de vivre décemment, mais de permettre aux actionnaires de s'enrichir.

Mais si les suppressions massives d'emplois continuent, si les problèmes mis en lumière par le mouvement des chômeurs de Noël 1997 n'ont pas reçu l'ombre d'une solution depuis un an, c'est la preuve que la classe ouvrière ne peut pas compter sur la bonne volonté du gouvernement, non seulement pour lutter résolument contre le chômage, mais même tout simplement pour assurer malgré tout à ceux qui ont été privés d'emploi des conditions de vie décentes.

La seule possibilité pour les travailleurs de changer tout cela, ce sera de faire entendre suffisamment fort leur colère et leur détermination.

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

• BREST
avec Martial COLLET
Conseiller régional LO de Bretagne
Vendredi 11 décembre à 20h 30
Salle Tessier
Rue Fontferrier

• MEAUX
(Seine-et-Marne)
avec Daniel LIOUBOWNY
Conseiller régional LO d'Ile-de-France
Samedi 12 décembre à 16h
Centre François-Truffaut
Rond-Point du centre commercial Pierre Collinet

• LA TOUR-DU-PIN
(Isère)
avec Roland CALMEL
samedi 12 décembre à 17h
Maison des syndicats

La prochaine réunion du CERCLE LEON TROTSKY
La Chine et l'économie de marché : Un grand bond en avant ou un grand pas en arrière ?
Vendredi 11 décembre à 20h 30
Salle de la Mutualité
24 rue Saint-Victor à Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Le Pen - Mégret

UN FRONT UN PEU FÊLÉ...

Le coup de torchon semble prendre de l'ampleur au Front National entre mégrétistes et lepénistes, d'autant que la presse et les politiciens de droite et de gauche ont fait leurs choux gras de l'événement, lui donnant une importance qui n'est pas politiquement désintéressée. Il faudra donc attendre pour voir ce qu'il en est réellement. Cette querelle entre lepénistes et mégrétistes n'est rien d'autre qu'un heurt d'ambitions comme il y en a au sein du RPR entre Séguin, Pasqua et quelques autres, au sein de l'UDF, ou même comme il y en eu et il y en aura encore au sein du Parti Socialiste, qui n'ont pas abouti à l'éclatement de ces partis. Pas parce que les gens qui s'y affrontent s'aiment et s'apprécient, mais uniquement parce qu'ils sont dans des formations qui, pour l'instant, peuvent servir à leurs projets. Peut-être en sera-t-il de même au sein du FN, peut-être que non, nous nous garderons de tout pronostic. D'autant que l'important n'est pas là.

Entre Le Pen et Mégret, on aura bien du mal à discerner la moindre différence au niveau des «idées», ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi. Pas plus d'ailleurs qu'au niveau de leur stratégie, tant celle-ci est variable et peut changer en fonction des opportunités. Peut-être que Le Pen a choisi, en dépit de son âge, de viser à plus long terme, tandis que le jeune louveteau Mégret aurait choisi d'aller plus vite vers la soupe. Une soupe que tous deux de toute façon convoitent.

Sans attendre, les politiciens concurrents convoitent, eux, la dépouille de leur concurrent déchiré. Charles Millon a même proposé d'accueillir dans son mouvement les orphelins du FN, privés de père, du fait qu'ils en auraient désormais deux. Les autres politiciens de droite se réjouissent de voir ainsi affaibli un rival électoralement sérieux et difficile à manœuvrer du fait de son poids et de ses exigences. Peut-être un peu vite car même s'il y avait scission du FN, il n'est pas dit que les électeurs du FN se reportent massivement sur la droite, et que ceux qui ont abandonné la gauche pour rejoindre l'extrême droite retournent vers la gauche officielle.

Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans le fait qu'existent ces électeurs qui portent leurs suffrages sur des candidats racistes, xénophobes, anti-ouvriers. Et que ces voix se portent sur un candidat d'extrême droite, sur deux voire sur trois en comptant de Villiers, cela ne diminue guère la menace qui peut toujours réapparaître sous les traits d'un nouveau fédérateur.

Car le risque mortel que représente l'existence de ce courant d'opinion qui se reconnaît dans les idées de l'extrême droite ne se réduit malheureusement pas à des péripéties politiciennes et électorales.

André VICTOR

LA POLICE CONTRE LES SANS-LOGIS

A plusieurs reprises la police vient de déloger des sans-logis qui occupaient des bâtisses vides dans la capitale. Les 25 et 27 novembre il s'agissait d'immeubles de bureaux. Le 6 décembre c'est l'ancien théâtre de la Gaîté-Lyrique dont les occupants ont été «virés» manu militari. Visiblement le gouvernement Jospin ne veut pas laisser des sans-logis rééditer des occupations de locaux vides comme ils l'avaient fait dans le passé, avec parfois un grand retentissement.

Il y a quelques années, des sans-logis et mal-logés, à l'initiative du DAL (Droit au Logement) avaient, après bien des combats, bien des affrontements avec les forces de l'ordre, réussi à faire reculer le pouvoir. Ce fut le cas en particulier à la suite de l'occupation d'un immeuble de la rue du Dragon au Quartier Latin. Chirac et à sa suite Tiberi, qui s'étaient jusque là farouchement opposés aux occupations, avaient fait machine arrière et décidé de réquisitionner eux-mêmes quelques immeubles vides, pour calmer l'opinion scandalisée de voir des sans-abris à côté d'immeubles inoccupés.

Cela ne fut pas gigantesque, puisqu'aujourd'hui le compte donne 857 logements réquisitionnés en 1995. Mais c'était encore plus que ce qu'a depuis fait la gauche, puisqu'en la matière elle n'a... rien fait. Le ministre du Logement, Louis Besson, tout comme ses prédécesseurs, ne veut pas de réquisitions, alors qu'il existe toujours d'énormes quantités de bâtiments, logements ou bureaux vides.

Le cas de l'ex-théâtre de la Gaîté-Lyrique est un exemple significatif. Il est vide depuis 1991, après que 400 millions furent dépensés pour rien dans une tentative pour en faire une sorte de parc d'attractions. La ville payera tout ou partie de cette somme aux organismes financiers prêteurs. Mais il n'est pas question de consacrer quelques millions à retaper l'édifice pour y loger des gens qui en ont besoin. La police les a donc évacués «*pour raison de sécurité*». Mais dormir dehors par ce temps-là ne pose-t-il pas de problème de sécurité ?

Et pendant qu'on déloge les sans-logis, les responsables nous abreuvent de discours sur les SDF qu'il faut surveiller du coin de l'œil, pour les conduire dans des hôpitaux et des foyers.

Dans ce domaine comme dans les autres, le gouvernement PS-PC-Verts mène la même politique que les gouvernements de droite. Que ce soit contre les sans-papiers, les chômeurs ou les sans-logis, il est le gardien de la sacro- sainte propriété privée des marchands de biens, organismes financiers, etc. qui préfèrent encore garder leurs immeubles vides plutôt que d'y accueillir les sans-abris.

A. V.

Sans-papiers

JOSPIN DOIT RECULER

Alors que dans diverses villes des mouvements de grève de la faim et des occupations se poursuivent, Jospin continue d'opposer une fin de non recevoir aux revendications des sans- papiers qui veulent la régularisation de leur situation et celle de tous ceux dont les dossiers ont été rejetés.

Avec un cynisme révoltant, Jospin, que l'on voyait pourtant il y a moins de deux ans aux côtés des sans-papiers dans certaines manifestations, répète qu'il ne transigera pas. Il ne veut pas, ose-t-il dire, créer un appel d'air qui ferait affluer en France les immigrés. Et pour bien montrer à l'électorat de droite et d'extrême droite que les dirigeants socialistes au pouvoir n'hésitent pas à se montrer intransigeants et impitoyables, les pouvoirs publics ont refusé d'autoriser la manifestation prévue jeudi 10 décembre sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro.

Voilà le vrai visage de Jospin, Chevènement ou autres. Ils n'hésitent pas, après avoir fait entrevoir à quelque 150000 sans-papiers l'espoir de pouvoir vivre normalement en France, à rejeter la moitié d'entre eux dans la clandestinité, à les expulser brutalement, à condamner à des peines de prison ceux qui protestent et à laisser s'épuiser et ruiner leur santé tous ceux qui ont entamé des grèves de la faim parce qu'ils pensaient que ce recours était le seul qu'ils pouvaient encore tenter pour faire bouger le gouvernement et toucher l'opinion.

Mais Jospin oppose le même refus criminel à leur demande. Les pouvoirs publics laissent les grévistes de la faim aller jusqu'à la limite de leur résistance. Puis, pour calmer le jeu, les pouvoirs publics concèdent aux grévistes une autorisation provisoire de séjour de trois mois, parfois renouvelable. Mais à l'issue de cette échéance ces sans-papiers seront priés de quitter ce que les dirigeants socialistes oseront peut-être encore appeler une «terre d'asile».

D'après la Coordination nationale des sans-papiers en lutte, à Lille, où une grève de la faim dure depuis le 6 octobre, et les médecins du CHR où étaient hospitalisés les grévistes de la faim, l'un des grévistes aurait frôlé la mort de très près. Il a fallu de multiples interventions, en particulier des médecins, pour que le préfet du Nord finisse par accorder aux 22 grévistes de la faim une autorisation provisoire de séjour de trois mois, renouvelable au moins une fois, et pour qu'il s'engage à réexaminer leurs dossiers ainsi qu'à garantir à ces sans-papiers un suivi social pendant six mois. Autant de mesures qui ne règlent rien à terme.

Quant aux grévistes de la faim de Limeil-Brevannes, ils sont toujours à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges. Mais au terme de leur autorisation de séjour de trois mois ils ont injonction de quitter le territoire.

Les travailleurs immigrés actuellement sans papiers ont le droit de rester vivre dignement dans ce pays. Lutte Ouvrière est solidaire de toutes les luttes qu'impulsent les diverses coordinations et associations qui refusent de baisser les bras et qui demandent la régularisation de tous les sans-papiers avec carte de dix ans, l'arrêt des expulsions et le retour des expulsés, la fermeture des centres de détention et l'abolition de la double peine.

Il faut que Jospin recule.

À propos de la situation des sans-papiers de Créteil qui ont été avisés qu'au terme de ce «sursis» de trois mois ils devraient quitter le territoire, la Coordination nationale des sans-papiers nous signale qu'elle invite toutes les personnalités ou groupements qui le peuvent à envoyer des fax de protestation à M. IDRAC, préfet du Val-de-Marne.

Les chômeurs dans la rue

UN AN APRÈS, LE GOUVERNEMENT N'A TOUJOURS RIEN FAIT

Moins d'un an après les occupations d'ANPE et les manifestations qui avaient marqué l'hiver 1997-1998, les chômeurs sont de nouveau dans la rue.

À Marseille, une première manifestation a réuni 20 000 participants, selon les organisateurs, le 3 décembre. Et le 6 décembre, les organisations de chômeurs ont appelé à des occupations dans tout le pays pendant une semaine, avec comme point fort une manifestation le 10 décembre.

Depuis un an, le gouvernement Jospin a beaucoup parlé des chômeurs et de l'exclusion (qui a même été l'objet d'une loi spéciale), mais il s'est contenté de bavardages. L'aide d'urgence dégagée en réponse aux occupations de l'hiver dernier est restée dérisoire. Dans les six mois qui ont suivi, le FUS (Fonds départemental d'Urgence Sociale) mis en place à l'époque n'a répondu favorablement qu'à un peu moins de 600 000 dossiers, pour un montant moyen de 1 600 F – somme ridicule s'agissant d'une aide versée une seule fois. Par la suite, les CASU (Commissions d'Action Sociale d'Urgence) qui ont remplacé le FUS n'ont pas fait mieux, tout simplement parce que cette appellation nouvelle ne s'accompagnait d'aucun financement supplémentaire.

Quant aux minima sociaux, dont les chômeurs revendiquaient l'augmentation l'hiver dernier, ils n'ont guère changé. Il faut avoir un certain culot, par exemple, pour prétendre qu'avoir augmenté l'ASS de 6% (l'Allocation de Solidarité Spécifique aux chômeurs en fin de droits, portée à 2 401 F par mois à compter du 1er janvier 1998) en fait un minimum « social ». Ou encore pour oser dire que le RMI, à 2 429 F par mois, puisse constituer un moyen d'éviter l'exclusion.

C'est pourquoi les revendications des chômeurs n'ont guère changé en un an. Si le mouvement de Marseille a eu comme point de départ la revendication des comités de chômeurs CGT d'une « prime de Noël » de 3 000 F, toutes les organisations de chômeurs, avec des nuances diverses, ont remis en avant l'augmentation des minima dits « sociaux » de 1 500 F, l'extension du RMI aux jeunes de moins de 25 ans et la refonte du système d'allocations chômage.

En revanche, la réaction du gouvernement a changé. L'hiver dernier, il avait paru pris de court ; il n'avait pas osé s'opposer ouvertement à la sympathie dont bénéficiaient les chômeurs auprès d'une large fraction de l'opinion publique, et avait plutôt parié sur le pourrissement du mouvement.

Maintenant, que ce soit à Marseille ou ailleurs, les tentatives d'occupation par les manifestations de chômeurs se sont heurtées à des interventions brutales et systématiques des forces de l'ordre. Jospin veut visiblement tenter de couper le mouvement au démarrage et, en tout cas, l'empêcher de s'ancrer autour d'occupations de sièges d'Assedic ou d'autres institutions qui rendraient l'épreuve de force visible aux yeux de toute l'opinion publique et des chômeurs eux-mêmes.

Venant d'un gouvernement qui multiplie les prétextes – y compris d'ailleurs celui du chômage, ce qui est quand même un comble, même si ce n'est pas nouveau – pour distribuer des milliards au patronat et aux riches, cette politique est intolérable. Les chômeurs ont raison de se battre pour faire entendre leur voix et imposer le droit à un niveau de vie décent, et les autres travailleurs ne peuvent que se sentir solidaires de leur combat.

François ROULEAU

AFP

Des membres du comité de chômeurs AC! occupent le 7 décembre le bureau de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône à Marseille

MARSEILLE

LES CHÔMEURS SONT EN COLÈRE ET CELA S'ENTEND !

La manifestation des chômeurs à Marseille le jeudi 3 décembre a été imposante. Vingt mille selon Hoareau, le dirigeant CGT du mouvement, sans compter les manifestants à Arles, Vitrolles, Martigues, ou Aix-en-Provence.

Marseille avait été choisie par le comité national CGT des chômeurs pour lancer la campagne pour la prime de Noël. Depuis la mi-novembre, par des actions limitées le collectif AC ! et les comités CGT préparaient cette manifestation pour que soit reconduite la prime de Noël qui avait été versée après les mouvements de ces dernières années. En 1995 plus de 18 000 personnes avaient touché 1 400 F, en décembre 1996, 50 000 avaient obtenu 1 500 F.

Jeudi 3 décembre, les groupes de plusieurs dizaines de personnes affluaient des quartiers, grossissant la foule des manifestants. La pauvreté générale était frappante. Il y avait de nombreuses femmes avec leurs enfants, des travailleurs âgés, et aussi beaucoup de jeunes.

Les comités CGT de chômeurs avaient imprimé des formulaires jaunes pour demander une prime de Noël de 3 000 F. Les manifestants le criaient bien fort : *« Ni 1, ni 2, mais 3 000 F »*. Et les formulaires s'arrachaient pour être aussitôt remplis. Ils voudraient que, au moins, la prime soit reconduite automatiquement chaque année. Et il va de soi que, quand on gagne entre deux et trois mille francs, une telle prime est indispensable mais insuffisante. Bien des manifestants étaient en fait des gens qui travaillaient mais quand on travaille en CES, ou seulement deux ou trois heures par jour il n'y a pas là de quoi se nourrir soi et sa famille.

Les formulaires devaient être déposés avant le vendredi dans les ASSEDIC. Même quand celles-ci avaient été fermées, les chômeurs y ont pénétré. Évacués par la police, des chômeurs les réoccupaient à nouveau. Lundi 7 décembre le siège du Parti Socialiste était lui aussi occupé.

La police a évacué les Assedics. Elle l'a fait avec brutalité, en particulier ce même lundi où elle brutalisait entre autres un conseiller général PC, Joël Dutto. Des occupants étaient interpellés.

Mardi 8 les occupations des Assedics ont repris ainsi que leurs évacuations par la police. Une manifestation a regroupé 600 personnes dans l'après-midi, devant la Préfecture pendant que s'y déroulait une réunion. En attendant, de nouveaux cartons de formulaires sont arrivés qui ont été rapidement remplis par ceux qui n'avaient pas encore pu le faire. Cependant Michel Vauzelle, président socialiste du Conseil régional, et Jean-Noël Guérini, président socialiste du Conseil général, ont bien assuré les chômeurs de leur soutien, mais ce ne sont que des paroles, alors que du gouvernement viennent des actes… contre les chômeurs.

En tout cas, la réunion à la Préfecture n'ayant pas donné satisfaction, les occupations des Assedics ou d'autres lieux devraient reprendre mercredi 9 décembre. L'intention des occupants est de tenir, jusqu'à obtenir satisfaction, et les organisations de chômeurs appelaient à manifester le lendemain, jeudi, à Marseille.

MANIFESTATIONS LE 10 DÉCEMBRE

LES REVENDICATIONS DES CHÔMEURS DOIVENT ÊTRE SATISFAITES.

Lutte Ouvrière appelle tous les travailleurs et tous ceux qui n'acceptent pas la politique du gouvernement vis-à-vis des chômeurs, tous ceux qui pensent qu'il faut prendre des mesures radicales contre le chômage à participer largement aux manifestations organisées par les associations de chômeurs dans différentes villes, le jeudi 10 décembre.

Il est intolérable de voir comment, au lieu de satisfaire les légitimes exigences des chômeurs qui réclament simplement le droit de vivre décemment, le gouvernement fait la sourde oreille et envoie ses CRS pour les déloger. Et le choix du gouvernement à l'égard des chômeurs est d'autant plus indigne que, dans le même temps, c'est au bas mot 200 milliards qu'il distribue au patronat sans que celui-ci ait besoin d'envahir des locaux pour se faire entendre.

Alors le 10 décembre, soyons nombreux à manifester.

nos lecteurs écrivent

3 400 F par mois, après une vie de travail

Je suis originaire de la région Nord. J'ai commencé à travailler en 1962, à l'âge de 14 ans, d'abord comme mineur de fond, puis dans le bâtiment.

La situation de l'emploi devenant plus difficile, je suis venu travailler dans la région de Sochaux, d'abord chez Acier Outillage Peugeot pendant dix ans, puis dans diverses autres usines du secteur, comme métallier, serrurier, travail de la tôle et de la soudure.

En 1996, je tombais malade. Après l'hôpital, j'ai eu de très grosses difficultés articulaires (polyarthrite).

Pendant deux ans, j'ai donc été en longue maladie, sans pouvoir reprendre un travail. Ma paye mensuelle était de 5 200 F.

En octobre dernier, à l'âge de 50 ans, j'ai été déclaré en invalidité. A la demande de l'administration, j'ai fourni tous les papiers certifiant de mon activité professionnelle pendant 35 années.

Par lettre recommandée, je viens de recevoir du service invalidité la notification me précisant que dorénavant, je percevrai 40 892 F par an, soit 3 400 F par mois.

Dans ce pays, un ouvrier usé n'est pas mieux traité qu'un cheval dans le même état.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Chômeurs, salariés, TOUS ENSEMBLE !

Le mouvement des chômeurs va-t-il trouver un nouveau souffle ? L'appel à reprendre l'offensive en cette fin d'année était certes prévu et lancé par les organisations de chômeurs depuis un certain temps. La riposte du gouvernement aussi, comme l'a prouvé sa rapidité à faire fermer les assedics, première cible naturelle du mouvement, ou à faire dégager par les policiers celles que les chômeurs ont réussi quand même à occuper.

Ce qui était moins prévu tout de même, c'est le succès de la manifestation de la semaine dernière à Marseille. Les chiffres, comme d'habitude, varient du simple au double ou au triple suivant que l'on est policier, journaliste bienveillant ou malveillant ou encore organisateur, mais tous les observateurs sont quand même tombés d'accord : elle a été d'emblée bien plus importante que celle qui avait, l'an passé à peu près à la même date, marqué aussi à Marseille le début d'un mouvement d'occupations et de manifestations qui devait durer plusieurs mois.

Pas prévu mais pas étonnant. Derrière la sécheresse des chiffres on peut imaginer la détresse, la pauvreté… et aussi la colère : un chômeur sur deux seulement reçoit une indemnité, allocation unique dégressive ou allocation spécifique de solidarité ; parmi ceux-là 76 % perçoivent moins de 5 000 F par mois ; les minima sociaux sont, pour ceux qui ont un logement ou sont hébergés, de 2 137,89 F par mois pour le RMI, de 2 400 F pour l'allocation spécifique de solidarité, de 1 747 F pour l'allocation d'insertion. Chaque mois l'Unedic rejette 100 000 dossiers de demande d'allocation sous le prétexte que les demandeurs n'ont pas travaillé quatre mois sur les huit précédents… alors qu'actuellement 90 % des contrats de travail sont des contrats précaires et même 45 % d'entre eux sont d'une durée inférieure à un mois.

Tout cela ne justifierait-il pas que les 3 millions de chômeurs complets et les 4 millions de précaires occupent et même mettent le feu, et pas forcément aux assedics mais à quelques résidences des capitalistes et des gouvernants ?

Certes les chômeurs sont la fraction de la classe ouvrière qui s'organise le plus difficilement : coupés de leurs liens avec leurs anciens collègues de travail, repliés sur eux-mêmes, se sentant bien souvent à tort ou à raison rejetés, sinon culpabilisés, de toute manière atomisés et ayant tout à faire pour nouer des liens entre eux. Pourtant quelques uns ont commencé à le faire autour de quelques organisations comme la CGT-chômeurs, AC !, l'Apeis ou le MNCP. Et l'an passé ils ont surgi sur la scène sociale, au grand dam du gouvernement, qui comme ses prédécesseurs comptait bien sur cette incapacité des chômeurs à exister comme une force organisée.

Le rôle du mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales et politiques serait d'aider à l'organisation des chômeurs. D'abord parce qu'il s'agit d'une fraction du prolétariat et que les intérêts généraux de celui-ci exigent de les rassembler toutes et de n'en laisser aucune à part. Surtout parce que la participation des 7 millions de chômeurs et de précaires sera nécessaire, indispensable même, au mouvement d'ensemble qui permettra seul de changer radicalement la situation.

Car changer la situation pour les travailleurs, c'est d'abord imposer la fin du chômage et de la précarité, peut-on imaginer de l'imposer sans les chômeurs et les précaires eux-mêmes ? D'ailleurs le lien entre la lutte des chômeurs, même simplement pour le relèvement des minima sociaux ou la prime de Noël, pour ne pas parler du droit à l'emploi, et celle des cheminots pour l'embauche d'effectifs ou celle des ouvriers des chantiers navals contre les licenciements est évident. Et c'est en tout cas le rôle des organisations des travailleurs et de tous les militants de montrer à tous, ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, que la convergence des objectifs appellent la convergence des luttes.

Dans les jours qui viennent les organisations de chômeurs envisagent une série d'initiatives, occupations et manifestations dans différentes villes, dont l'une à Paris ce jeudi 10 décembre. Leur réussite dépendra certainement d'abord de la mesure de la mobilisation des chômeurs eux-mêmes ; peut-être aussi de la détermination de leurs organisations et des capacités de celles-ci à faire passer leurs intérêts de chapelle derrière ceux du mouvement. Mais de toute manière les salariés ont intérêt à apporter leur appui, de toutes les manières possibles, aux chômeurs en lutte. Leurs victoires même partielles seront celles de tous. Et c'est en montrant sa solidarité et apportant son soutien, y compris en participant chaque fois que possible aux luttes des uns des autres que l'on préparera aussi la lutte de tous ensemble.

Jacques MORAND

Syndicats

Le rapprochement CGT-CFDT

Livrer les travailleurs aux patrons OU S'UNIR POUR LES COMBATTRE ?

A l'ouverture du 44e congrès de la CFDT, marqué par la présence du probable futur secrétaire général de la CGT Bernard Thibaut, Nicole Notat a tenu à réaffirmer tous les choix réactionnaires faits par sa centrale ces dernières années et sa « fierté » de les avoir faits.

C'est tout d'abord son soutien sans faille au plan Juppé en 1995, qui organisait la baisse dramatique des soins et qui ponctionnait gravement les ressources des salariés, chômeurs et retraités, malgré l'opposition active de millions de salariés. À ce propos la secrétaire de la CFDT a eu cette expression : «*L'histoire retiendra l'accouchement douloureux de l'assurance maladie*». Nicole Notat releva que les choix d'alors, taxés à l'époque de «trahison», avaient été non seulement validés par l'histoire mais par le gouvernement actuel qui les a repris entièrement à son compte : «*Au-delà de l'alternance… les premiers résultats sont là*». Certes, aujourd'hui la population laborieuse paye par tous les bouts ces «résultats» : baisse des ressources des milieux populaires avec la généralisation de la CSG, baisse des remboursements de soins, baisse des moyens hospitaliers, baisse du pouvoir d'achat des retraites.

Mais Nicole Notat a tenu aussi à condamner fermement les «détracteurs» et les «saboteurs» de la réduction du temps de travail et, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur ceux qu'elle visait, elle a évoqué les syndicats (en l'occurrence la CGT et FO) qui s'étaient opposés à l'accord conclu, par exemple, par les représentants de sa centrale et la direction de l'EDF, et derrière eux tous ceux qui n'avalent pas les attaques qui accompagnent ces propositions d'accords pro-patronaux, flexibilité, augmentation considérable des heures supplémentaires, baisse ou blocage des salaires, aucune embauche véritable ou même continuation des réductions d'effectifs.

Et c'est après avoir bien pris ses marques, précisé en mettant bien les points sur les i qu'elle entendait continuer dans cette voie tournant radicalement le dos aux intérêts du monde du travail, que Nicole Notat s'est expliquée sur le rapprochement qu'amorçait la CGT vis-à-vis de sa centrale : «*A lire les documents préparatoires à son congrès, à entendre les propos actuels de son secrétaire général… la CGT exprime l'intention de s'extraire de la culture du refus systématique et du tout protestataire*», notant à ce propos la signature de la CGT sur l'accord mis au point par les patrons du textile. Et d'ajouter : «*C'est avec lucidité mais avec tout l'intérêt que nous portons à ce qui pourrait accélérer les mutations du syndicalisme que nous entendons développer nos relations avec les autres organisations syndicales*».

Nicole Notat, au fond, a bien mis en valeur la démarche de la direction de la CGT : affirmer, avec moins de fioritures qu'auparavant, la volonté de ses dirigeants de développer un syndicalisme compatible avec les attentes du patronat et du gouvernement en place.

Les discours sur le «syndicalisme de propositions», qui s'opposerait au «syndicalisme de contestation», ne peuvent cacher le fait que ce sont les patrons et les gouvernements à leur service, de droite comme de gauche, qui décident du contenu de ce qu'ils reprennent aux travailleurs dans le cadre de ces accords. Les syndicats ne «proposent» rien, ils se contentent pour l'essentiel d'apposer leur signature pour avaliser les reculs voulus par le patronat.

Et pour imposer aux gouvernants et au patronat les revendications vitales à la survie du monde du travail, il faudra des luttes âpres et déterminées, qui mettent en mouvement les principaux bataillons du monde du travail. C'est une évidence pour n'importe quel travailleur conscient. Même pour des luttes partielles on voit quelle énergie, quelle ténacité doivent être déployées par les travailleurs en lutte, ne serait-ce que pour limiter les dégâts des attaques patronales et gouvernementales. Cela, les dirigeants de la CGT le savent aussi bien que Notat.Et le problème n'est pas de savoir s'il faut ou non l'unité. Bien sûr que, pour vaincre, demain les travailleurs devront être capables de se rassembler au-delà de tous les intérêts de boutique, de dépasser toutes les fausses divisions, pour s'unir dans un mouvement puissant, seul capable d'arracher les revendications nécessaires. Et cette unité-là devra se faire avec tous les militants et tous les travailleurs. Mais ce n'est pas ce qui est en jeu aujourd'hui.

Sous le paravent de l'unité, les dirigeants de la CGT visent à se donner un air plus respectable. Dans ces conditions, pour signer des accords, il faudra qu'ils piétinent ouvertement les intérêts des travailleurs. C'est cette perspective qui révulse à juste titre bon nombre de militants de la CGT, et même de la CFDT, mais c'est cette tâche que Nicole Notat leur demande d'assumer ouvertement, toute honte bue, comme elle-même le fait sans aucun scrupule.

Paul SOREL

La refonte des ZEP

TOUJOURS MOINS DE CRÉDITS...

L'académie de Paris a décidé de modifier la carte des ZEP (zones d'éducation prioritaires) de la capitale. 47 établissements en sortiraient, dans les arrondissements populaires de Paris, tandis que 22 y entreraient. Dans ces ZEP, les écoles et collèges ont un peu plus de moyens, en fonction des projets collectifs qu'ils élaborent. Les enseignants bénéficient d'une indemnité supplémentaire (6 000 F par an), prime qui est de moins de la moitié de cette somme pour les personnels d'entretien et administratifs.

Enseignants et parents d'élèves des établissements menacés protestent. Ils ne sont pas contre une redéfinition des ZEP, mais exigent la transparence des décisions. Or, si l'académie a bien donné une liste de critères généraux (taux de chômage des parents, retard scolaire des élèves, nombre d'élèves payant à la cantine le tarif le plus fort, et nombre d'enfants étrangers), dont certains sont contestables, elle n'a pas fourni les chiffres pour chaque établissement. Cela suscite inévitablement la suspicion, chacun sachant bien que, de toute façon, l'académie joue de ces critères à son gré, en fonction d'objectifs fixés d'avance par le ministère.

Certains établissements sortant de ZEP seraient classés en REP : réseau d'éducation prioritaire. Différence ? En REP, il y aurait un « contrat de réussite » (obligation de résultats ?) et les enseignants ne toucheraient pas d'indemnité. La pédagogie du ministère consiste surtout... à faire des économies.

C'est à l'échelle nationale que les ZEP vont être ainsi « redéfinies » d'ici peu. Des protestations se sont aussi élevées dans des grandes villes de banlieue ou de province, notamment à Cannes et Nanterre. Car personne ne s'y trompe : partout, comme à Paris, le but est de supprimer des classifications ZEP, à la faveur de la nouvelle distribution.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul, c'est une méthode que le ministère de l'Education nationale connaît bien. Il appelle cela « redéploiement » et s'en sert pour diminuer les moyens mis à la disposition de l'éducation. Mais les enseignants et les parents ne veulent pas de cela, et ils ont bien raison.

Vincent GELAS

LO

Un collège à Saint-Denis.

QUAND LA COLÈRE MONTE

Après la décision du ministère de l'Éducation nationale de revoir le classement des établissements étiquetés ZEP, zone dite d'éducation prioritaire, à Paris tout comme dans l'académie de Versailles, parmi le personnel enseignent ou autre, et parmi les élèves, la colère monte. À Paris, le ministère veut liquider des ZEP d'écoles primaires dans des quartiers très populaires, comme le XXe arrondissement. Dans l'académie de Versailles, il s'agit plus particulièrement de liquider les ZEP de lycées.

À Argenteuil-Bezons, quatre lycées sont sur la sellette. Depuis une semaine, la colère monte. Grèves reconductibles, manifestations, solidairement, il s'agit de fédérer la lutte pour le maintien en ZEP de tous les lycées, et des autres établissements qui sur les deux localités revendiquent d'y être classés.

Nous avons tous besoin des moyens qui permettent un enseignement correct. Alors que ceux-ci sont déjà insuffisants, on veut nous en ôter. Chacun pense que ces attaques et ce mépris, ça suffit vraiment !

Lycées et collèges de Seine-Saint-Denis

... ET TOUJOURS LE MANQUE DE PERSONNEL

Après deux mois de grève au printemps dernier, Allègre avait été obligé de céder un certain nombre de postes dans les établissements scolaires de Seine-Saint-Denis : 3 000 sur trois ans, dont 800 dès la dernière rentrée. Mais si cela a parfois permis de diminuer le nombre d'élèves dans certaines classes, ce qui n'est pas le cas partout, cela n'a rien changé de déterminant à la situation faite aux élèves et aux enseignants du département, car il faudrait beaucoup plus. Voici par exemple ce qu'il en est dans quatre établissements de Saint-Denis.

Au collège Fabien, il n'y a plus que trois surveillants par jour contre cinq l'an dernier. Cela fait, concrètement, un surveillant à la grille pour contrôler une moyenne de 400 élèves aux heures de grandes sorties, un autre dans les couloirs qui devrait être présent à la fois dans deux bâtiments de trois étages et un troisième à surveiller la permanence avec jusqu'à 50 élèves. Tout cela dans des locaux vétustes dont la rénovation se fait toujours attendre, et où une commission de sécurité vient de pointer de nombreux risques. Plusieurs jours de suite surveillants, enseignants, aides-éducateurs se sont mis en grève pour réclamer des moyens supplémentaires, face à une Inspection académique qui ne veut rien entendre.

Au collège Elsa-Triolet, ce sont 70 élèves sur 600 qui posent cette année des problèmes, à différents niveaux, au point de vue de la vie scolaire, alors que les années précédentes on en comptait tout au plus une vingtaine. Si les effectifs ont légèrement baissé dans les classes, les enseignants s'arrachent les cheveux pour faire fonctionner certaines d'entre elles, ou parfois la moitié des élèves auraient besoin d'une aide individuelle.

En une semaine, on a compté sept départs de feu, le dernier provoquant une situation incontrôlable au cours de laquelle un représentant de la direction a été molesté. Il y a moins de personnel affecté à la vie scolaire qu'avant le mouvement : moins de surveillants et, alors que nous avions gagné un deuxième poste de conseiller principal d'éducation suite à une grève en juin 1997, nous n'avons plus qu'un seul poste à trois-quarts de temps, bien qu'ayant été classés en zone d'éducation prioritaire ! Le personnel ouvrier et de service est débordé par le surcroît de travail occasionné par les dégradations, alors que certains collègues ne sont là qu'à temps partiel et aimeraient bien être embauchés dans l'établissement. Les parents d'élèves sont très inquiets.

Au collège Jean-Lurçat, quelques « replâtrages » ont eu lieu, puisque des crédits ont été débloqués pour repeindre les locaux les plus vétustes, mais chacun a le sentiment d'être toujours aussi impuissant face aux énormes difficultés rencontrées par les élèves. Il a fallu attendre les vacances de la Toussaint avant de voir nommés les enseignants manquants sur plusieurs disciplines, et le nombre d'élèves par classe n'a pas sensiblement diminué.

Enfin au lycée professionnel Bartholdi, il a par exemple fallu attendre un mois après la rentrée pour qu'une enseignante arrive en maroquinerie. Pire, un mois après elle était licenciée par le rectorat. Aussitôt, le personnel s'est mis en grève et a obtenu son maintien en place, ainsi que le remplacement d'un conseiller principal d'éducation parti en congé-formation à la Toussaint, et la nomination d'une enseignante sur 12 heures de « vie sociale et professionnelle » non assurées depuis la rentrée.

Nulle part on n'a le sentiment que la situation se soit améliorée nettement depuis la grève. Incidents et manque de personnel provoquent régulièrement des protestations. Les mesures d'urgence réclamées par le mouvement au printemps dernier restent encore à gagner.

Toulouse

« NON À LA PRIVATISATION DE L'UNIVERSITÉ ! »

Jeudi 3 décembre, environ 3 000 étudiants des trois universités toulousaines ont défilé dans les rues. Cela faisait suite aux assemblées qui s'étaient déroulées, depuis une semaine, auparavant pour les facs de sciences et de droit et depuis plus de quinze jours pour la fac de lettres.

Les étudiants luttent contre la volonté du gouvernement de privatiser l'université et contre le rapport Attali qui exprime cette volonté : « *Des entreprises devront être incitées à financer des bourses, des bibliothèques, des laboratoires, voire des cycles de formation, initiale autant que continue, dans des écoles et des universités* » (page 45 du rapport Attali).

Les étudiants ne se font aucune illusion sur les visées des entreprises et c'est aux cris de « *Non à l'Attali-bérisation* » et « *Nous refusons le pouvoir des patrons; l'argent public aux services publics !* » qu'ils ont mené des actions ayant pour cibles la Chambre de Commerce et d'Industrie et le Comptoir des Entreprises.

Les étudiants toulousains ne comptent pas en rester là et font tout pour que le mouvement, déjà présent à Amiens et Montpellier, prenne une ampleur nationale.

Venezuela

Élection d'Hugo Chavez

UN « MIRACLE » DONT LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE

Le 6 décembre, l'ancien colonel putschiste Hugo Chavez (il avait tenté de prendre le pouvoir sans succès en 1992) a été élu président de la République du Venezuela avec un peu plus de 56 % des voix, contre un peu moins de 40 % des voix à son principal adversaire, Henrique Salas, candidat de la droite conservatrice (Copei).

Ce succès électoral entérine d'abord le déclin des deux partis qui ont été les principaux piliers, ces quarante dernières années, de la vie politique vénézuélienne : l'Action Démocratique (l'AD, parti vaguement social-démocrate) et le Comité d'organisation politique des élections indépendantes (Copei), le parti de la droite conservatrice.

Depuis longtemps, ces deux formations mènent ce qu'on appelle là-bas la « *politique des compères* ». Même dans l'opposition, ces politiciens conservaient en effet des avantages qui leur permettaient de traverser tranquillement les périodes de vaches maigres où ils n'avaient pas accès direct à la mangeoire de l'Etat. Ces politiciens se partageaient les postes notamment dans l'appareil de la justice, ce qui présentait quelques avantages dans un pays où règne la corruption, estimée à 15 % de l'activité économique et qui est l'un des moyens de détourner la manne pétrolière.

Car, depuis 1922, on sait que le sous-sol du pays est riche en pétrole. Et celui-ci appartient pour l'essentiel à l'Etat. De 1876 à 1995, il a rapporté 270 milliards de dollars. Mais sur ce total 100 milliards ont été détournés, tandis que 71 % d'une population de 22 millions d'habitants vit dans la pauvreté. 21 % de la population active est officiellement au chômage (et combien en réalité ?). Un habitant sur deux ne survit que grâce à des petits boulots au noir. Ceux qui en profitent sont les 4 % de la population qui accaparent 90 % des richesses.

Avec la baisse des prix du pétrole, l'âpreté au gain des familles riches n'a pas diminué, au contraire. En revanche, la portion destinée aux plus pauvres n'a fait que diminuer. L'usure des politiciens chargés de faire accepter cette politique s'est accélérée.

Chavez : de la démagogie…

En 1993, le président Pérez (AD), qui avait fait tirer sur la population lors d'émeutes de la faim en 1989, a été destitué pour corruption et condamné à 26 mois de prison. Il a été remplacé par le président sortant, Caldera. Ce dernier, bien que de droite, s'était fait élire en promettant de résister au FMI et de ne pas laisser le capitalisme privé mettre la main sur les richesses du pays. Il fit entrer dans son gouvernement un ancien guérillero, Teodoro Petkoff, dirigeant d'une formation d'extrême gauche, nommé « ministre de la Planification ». Mais, à partir de 1996, Caldera et Petkoff pliaient devant le FMI et imposaient une politique d'austérité : dévaluation, privatisation de plusieurs entreprises publiques, hausse brutale du prix de l'essence et surtout octroi de permis de recherches d'hydrocarbures à des compagnies étrangères.

La population vomit littéralement ces politiciens sans parole. Chavez, très populaire parce qu'il ne vient pas du milieu des politiciens traditionnels, a bâti sa campagne électorale pour tirer parti de l'usure de ces partis corrompus.

Dans ses discours, il se présente en héritier de Bolivar, la gloire nationale, se veut le « *soldat du peuple* » et fait référence à dieu. Mais ses adversaires, en le dénonçant de multiples manières, ont contribué également à faire sa publicité et à brouiller les pistes. Tour à tour, il a été présenté comme un ancien des guérillas colombiennes, un allié des narco-trafiquants, de Kadhafi et Castro.

De tout ce fatras, il ressort que son programme politique n'engage pas à grand-chose. Nationaliste, Chavez se présente comme un chef militaire (mais il a fait une bonne partie de sa campagne en costume civil), dénonce les outrances du « néolibéralisme » (mais pas le système capitaliste dans son ensemble) et se dit partisan d'une « troisième voie », ce qui n'engage pas à grand-chose. Une partie de son discours contre la misère (« *Je crois aux miracles, par exemple à celui de la résurrection d'un peuple* ») a cependant touché la population la plus pauvre du pays.

… qui ne fera pas de miracle

Mais Chavez, qui prétend incarner « *le rêve collectif qui n'existait plus dans ce pays depuis quarante ans* », ne fera pas de miracle. Ce prétendu adversaire des corrompus a bien précisé qu'il assurerait la « *sécurité politique et juridique* » des investisseurs étrangers. Par ailleurs, un conseiller du vice-président américain Al Gore a remarqué que Chavez est « *malléable et réceptif* », « *attentif aux critiques et tout à fait disposé à modifier ses positions de telle sorte qu'elles n'altèrent pas les relations avec les Etats-Unis* ». Relations importantes puisque le Venezuela est une des sources d'approvisionnement en pétrole de Washington.

Certains des discours de Chavez sur les « miracles » que l'on peut obtenir en « *travaillant de ses mains* » correspondent d'abord aux souhaits d'une partie de la classe dirigeante de diversifier la production nationale, en développant d'autres secteurs que le pétrole. Si Chavez s'avère capable de mettre au travail, sans trop de contrepartie, la population pauvre, il gagnerait sa reconnaissance par les milieux dirigeants qui pour le moment se méfient encore de lui, à commencer par l'armée.

Car le message politique envoyé par le nouvel élu est apparu suffisamment brouillé pour que les déclarations se multiplient pour conjurer une éventuelle intervention de l'armée. Le président sortant, Caldera, a insisté notamment pour appeler l'armée « *à respecter le choix des électeurs* ». L'avenir dira si l'armée joue le jeu avec Chavez. Mais une chose est sûre : les masses pauvres n'ont rien à attendre de lui. Les classes pauvres n'obtiennent que ce qu'elles arrachent elles-mêmes, par leurs luttes ! « *Ni dieu, ni césar, ni tribun* », disent les paroles de *L'Internationale*. Ce n'est pas pour rien.

Jacques FONTENOY

Gamma

Manifestation en faveur de Chavez, en mai 1993 à Caracas, après la destitution du président Pérez.

Argentine

DEUX ANCIENS DICTATEURS EN PRISON

Le 24 novembre dernier, l'amiral Massera, l'un des principaux responsables de la junte militaire qui régna sur l'Argentine de 1976 à 1982, a été placé en détention par un juge fédéral pour un vol d'enfant pendant la dictature. La nouvelle est d'autant plus réjouissante que Massera a été l'un des responsables militaires les plus impliqués dans la véritable guerre que l'armée mena aux opposants à la dictature. Une « sale guerre » qui ne recula devant rien, ni la torture, ni le meurtre des opposants.

C'est en pianotant sur son ordinateur qu'un jeune de 21 ans, Javier Vinas, a découvert son propre nom dans la liste des enfants volés par des militaires, sur le site internet des Mères de la Place de Mai (ces mères et grands-mères qui militent inlassablement pour obtenir le châtiment des militaires argentins, responsables de la disparition de 30 000 opposants).

Il a ainsi découvert qu'il était le fils d'une militante, Cecilia Vinas, détenue et assassinée à l'Ecole de mécanique de la Marine (Esma), un des centres de détention des opposants pendant la dictature, en plein Buenos Aires.

Et, comme beaucoup d'autres enfants de militantes, nés dans les prisons argentines, il a été adopté par un militaire, en l'occurrence un tortionnaire connu de l'Esma, Jorge Vildoza. Des tests biologiques ont confirmé sa véritable filiation. Sur 230 plaintes déposées pour détournement d'enfant, c'est le soixantième enfant adopté par des militaires qui retrouve sa famille biologique.

C'est cela qui a entraîné les poursuites contre l'amiral Massera, chef de la marine pendant la dictature. En effet, si la plupart des crimes des militaires sont désormais amnistiés par les différentes lois qui protègent les militaires argentins, les vols d'enfant ne le sont pas.

Massera est le deuxième membre de la junte qui se retrouve ainsi soumis à un emprisonnement, cependant bien plus confortable et moins dangereux pour lui que ce qu'ont subi les opposants à l'Esma du temps de la dictature. Avant lui, le général Videla, qui présidait la première junte, a été mis en détention, en juin dernier, pour la même raison : « *détournement d'enfants en captivité* ».

L'arrestation de Videla avait été perçue, à l'époque, comme une manœuvre de l'actuel président Menem pour essayer de redorer son blason dans la perspective de sa réélection en 1999. Mais comme désormais il n'espère plus être candidat avant 2003, il semble que Massera soit tombé grâce à une sorte d'« effet Pinochet ».

En tout cas, son arrestation n'a pu que satisfaire tous ceux qui en Argentine – ils sont nombreux – n'ont pas digéré que les présidents successifs, d'Alfonsin à Menem, aient tout fait pour ménager l'armée.

J. F.

La sinistre ESMA au cœur de Buenos Aires, le principal centre de tortures sous la dictature.

Italie

LE GOUVERNEMENT D'ALEMA VEUT FAVORISER L'ÉCOLE PRIVÉE

Les aides à l'école privée, voilà en Italie un sujet que, pendant quarante ans, les gouvernements démocrates-chrétiens eux-mêmes avaient hésité à aborder. Eh bien, c'est le nouveau gouvernement de l'ex-communiste Massimo D'Alema qui le met à l'ordre du jour, ce qui commence d'ailleurs à susciter les réactions des étudiants et des enseignants.

Un article de la Constitution italienne prévoit en effet que l'argent de l'Etat ne peut aller aux écoles privées. Mais depuis plusieurs années les gouvernements ont commencé à tourner cette interdiction en accordant des aides, non à l'école privée en tant que telle, mais aux familles des enfants qui la fréquentent. Le gouvernement D'Alema n'est pas en reste : il veut maintenant faire passer une réforme de l'enseignement comprenant notamment la « parité scolaire » entre école publique et privée. Au nom du libre choix entre l'école publique et l'école privée, évidemment le plus souvent religieuse, il s'agit notamment de financer les achats de livres ou d'aider les familles à payer la pension de leurs enfants dans une école privée... ce qui revient à aider celles-ci à se financer alors que la fréquentation de l'école publique, elle, est gratuite.

Cette attitude est particulièrement scandaleuse quand on connaît l'état désastreux dans lequel se trouvent les établissements scolaires publics, et la dégradation des conditions matérielles d'enseignement en Italie. Établissements vétustes, parfois historiques et datant de plusieurs siècles mais n'ayant guère évolué depuis, manque de locaux, manque d'entretien, de chauffage, sont le lot commun de qui y enseigne ou veut y étudier. Dans de nombreuses villes, des manifestations d'étudiants ont donc eu lieu, souvent d'ailleurs avec la participation de l'UDS, l'Union des Etudiants proche des DS (Démocrates de Gauche, issus de l'ancien PCI), c'est-à-dire le parti de D'Alema lui-même. Enfin, une manifestation nationale doit avoir lieu à Rome le samedi 19 décembre.

D'Alema a d'ailleurs eu à se mesurer directement à la contestation le 4 décembre à Catane, en Sicile. En visite dans la ville sicilienne, il a été accueilli par une manifestation de trois mille étudiants, lançant des œufs et des pièces de monnaie et criant des slogans contre les financements à l'école privée, contre le gouvernement et contre le ministre de l'Education nationale Luigi Berlinguer. La police est alors intervenue à coups de matraque.

C'est que D'Alema n'était pas venu à Catane pour rencontrer les étudiants, mais pour un Congrès sur la programmation économique intitulé « *Cent idées pour le Sud* », depuis lequel il a lancé un message sans ambiguïté au patronat : « *Entrepreneurs, croissez, enrichissez-vous et investissez. S'il y a des obstacles, nous les supprimerons* », a-t-il dit. Et d'ajouter : « *Nous devons donner courage et confiance aux entrepreneurs qui doivent investir* ».

Évidemment, les « entrepreneurs » ne se contentent pas de discours pour leur donner « courage et confiance », mais veulent des subventions bien concrètes. On peut être tranquille, D'Alema ne sera pas en reste sur ce plan.

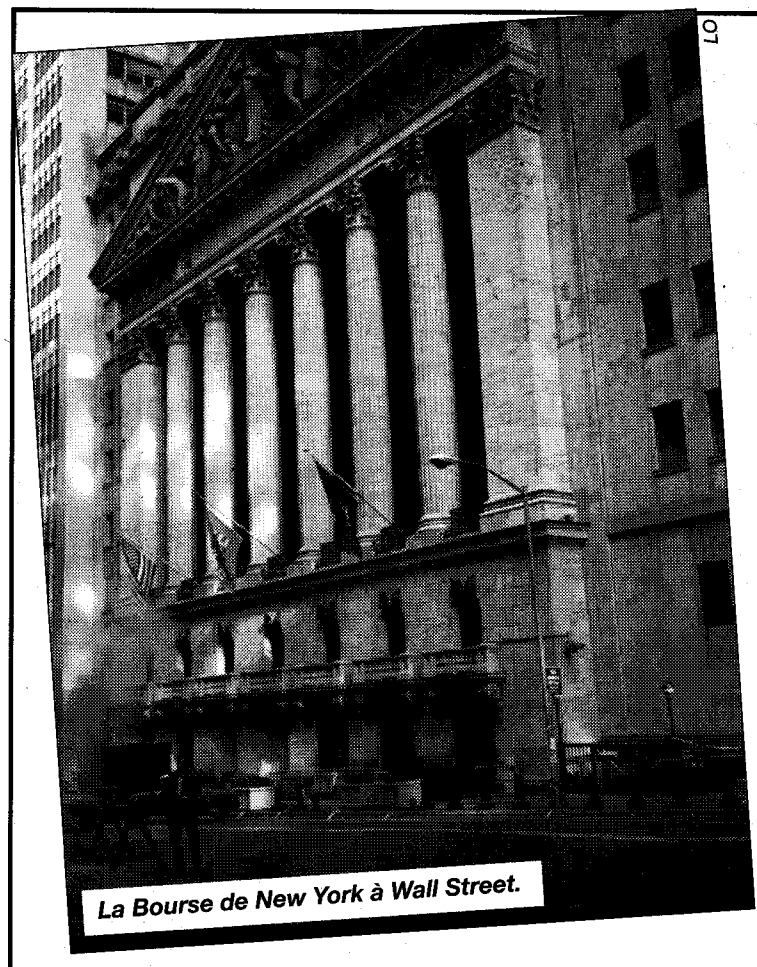
De l'argent pour les patrons, de l'argent pour l'école privée afin de contenter l'électorat catholique réactionnaire, des paroles lénifiantes et parfois des coups de matraque pour les étudiants qui protestent, voilà le visage que donne le gouvernement de D'Alema. Le dirigeant de l'ex-Parti Communiste aujourd'hui devenu DS, lui-même ancien étudiant contestataire et ancien dirigeant des Jeunesses Communistes, a fait bien du chemin et peut inspirer entière confiance à ce patronat à qui il promet qu'il pourra s'enrichir sans entraves.

André FRYS

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n°38 novembre 1998

- **Italie :** Rifondazione Comunista passe à l'opposition
- **Brésil :** L'évolution du Parti des Travailleurs
- **Grande-Bretagne :** Une nouvelle vague de licenciements
- **Soudan :** Sur la ligne de front des rivalités impérialistes
- **Tribune de la minorité :** Le mouvement lycéen : entre la «galère» et la politique

prix 10 F – envoi contre 12 F en timbres


La Bourse de New York à Wall Street.

Crise Financière

Remontée des cours boursiers

LE CAPITAL PLUS ARROGANT QUE JAMAIS

Le 23 novembre, le Dow Jones, indice reflétant le cours des actions des plus grandes entreprises industrielles cotées à la Bourse de New York, a battu un record absolu. Il dépasse ainsi le niveau record atteint en juin dernier, avant les soubresauts causés sur tous les marchés boursiers du monde par les contrecoups de la dégringolade du rouble. Et à en croire la presse financière, on assisterait à la même tendance sur les marchés boursiers européens.

Autant dire, que pour tous ceux qui jouent à coups de milliards de francs chaque jour sur les marchés boursiers des pays riches, le dernier soubresaut de la crise financière n'aura été qu'un mauvais moment à passer, sans plus.

La crise financière n'est pas pour autant terminée, bien au contraire. Dans les faits, c'est ce qu'ont reconnu elles-mêmes les autorités financières de l'impérialisme lorsque le Fonds Monétaire International a mis en place un dispositif de sauvetage de 41 milliards de dollars en faveur du Brésil, au début novembre. Sans doute s'agit-il avant tout d'une annonce psychologique, destinée à rassurer les détenteurs de capitaux flottants en les assurant du soutien du FMI en cas de dégringolade au Brésil. Mais c'est bien la preuve qu'aux yeux du FMI, il y a là un risque réel de débandade, et donc une menace pour le capital américain qui a de gros intérêts dans ce pays.

Le pire c'est que, parmi les spéculateurs qui profitent aujourd'hui de la hausse de la Bourse à New York, Paris ou Londres, bon nombre ont dû profiter d'abord des vagues de spéculation financière qui, en Asie du Sud-Est puis en Russie, ont conduit à la catastrophe. Ils ont dû en profiter non seulement en spéculant sur la hausse des marchés financiers régionaux, mais aussi ensuite en pariant sur leur baisse, contribuant du même coup à aggraver la déroute finale.

Mais alors que les populations locales, elles, ont dû subir l'impact de ces catastrophes de plein fouet, ces spéculateurs, eux, ont eu le temps de retirer leurs fonds avant qu'il soit trop tard. Et les voilà aujourd'hui qui paradent avec leurs gains dans la relative sécurité des places-fortes du capital, tandis qu'en Indonésie toute une fraction de la population se révolte face au spectre de la famine.

Parmi ces spéculateurs, et ce ne sont pas les moindres, il y a les grandes banques. Il semble que l'un des facteurs qui ont alimenté l'accélération de la hausse des marchés boursiers, tant l'an dernier qu'aujourd'hui, a été la multiplication d'énormes fusions dans différents secteurs d'activités, en particulier dans le domaine bancaire.

Ainsi Union de Banques Suisses a été formée en décembre 1997, contrôlant 742 milliards de dollars, à elle seule. Cette année, Deutsche Bank, la première banque allemande, est en train d'absorber la huitième banque américaine, Bankers'Trust, avec un total de 843 milliards de dollars sous son contrôle. A quoi il faut ajouter toute une série d'autres regroupements effectués ou prévus, dont celui qui serait envisagé entre la BNP et la Dresdner Bank allemande. Chaque fois cela signifie des milliers d'emplois supprimés dans les banques fusionnées. Mais cela signifie surtout la multiplication de géants financiers qui concentrent entre leurs mains le contrôle de capitaux supérieurs au budget de la plupart des Etats, y compris celui d'un Etat comme la France.

Or ces grandes banques ont trempé jusqu'au cou dans les vagues spéculatives aussi bien en Asie du Sud-Est qu'en Russie. Et elles ont toutes leur part de responsabilité, sinon une part décisive, dans la débâcle qu'elles ont provoquée. Le fait qu'elles se retrouvent aujourd'hui avec encore plus de moyens concentrés entre leurs mains contribue peut-être à la montée des cours boursiers. Mais cela ne renforce en rien la stabilité de l'économie mondiale. Tout au contraire.

François ROULEAU

Du Brésil à la Roumanie

RENAULT ÉTEND SES TENTACULES

Le 4 décembre, Schweitzer, président de Renault, a inauguré la première unité de montage du groupe au Brésil, l'usine « Ayrton Senna » de Curitiba, dans un État agricole du sud du pays. Renault compterait sur cette usine pour doubler sa part du marché de 5 à 10 % dans les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), même si, dans l'avenir immédiat, la récession qui sévit dans ces pays risque de réduire ces objectifs de façon significative.

Les intentions de la firme de faire de cette usine, selon les mots de l'un de ses dirigeants, « *la plus compétitive du monde* », ne laissent aucun doute sur les objectifs de Renault. Le fait d'avoir choisi un site éloigné des centres industriels brésiliens et de leurs traditions de lutte, est d'ailleurs en soi tout un programme, et un avertissement aux 2 000 ouvriers qui devraient, à terme, travailler dans la nouvelle usine.

Mais là ne s'arrêtent pas les acquisitions de Renault. Quelques jours après cette inauguration au Brésil, la presse a annoncé le rachat imminent par la firme de 51 % des parts du constructeur automobile roumain Dacia.

Cette fois, il ne s'agit pas d'une nouvelle usine, mais pour ainsi dire d'un marché tout entier. Car Dacia contrôle à elle seule environ les trois quarts du marché roumain, ainsi que quelques marchés d'exportations vers les pays du Tiers Monde. Il est vrai que cette reprise ne fera que renouer avec une vieille tradition, puisque Dacia avait été mise en place avec la collaboration de Renault à la fin des années 1960, jusqu'à ce que Ceaucescu (ou peut-être Renault) décide de la nationaliser en 1977.

Là non plus, Renault ne laisse aucun doute sur ses intentions. Selon l'un de ses dirigeants cité par le quotidien *Les Echos*, « *à terme l'effectif de Dacia devrait être ramené à 10 000 salariés, pour une production annuelle comparable à celle réalisée actuellement* ». Sachant que Dacia emploie environ 28 000 salariés, cela se passe de commentaire !

Au total, ces deux opérations devraient coûter à Renault plus de 4,5 milliards de francs. Il est vrai que cette somme considérable a sans doute été déjà largement payée par les vagues successives de suppressions de postes, la précarisation de l'emploi et l'aggravation des conditions de travail imposées par Renault aux travailleurs des usines du groupe.

Mais justement, c'est après coup, une fois ces acquisitions effectuées (celles-ci parmi d'autres, d'ailleurs), que l'on peut voir ce que cachaient réellement les restructurations et autres rationalisations de ces dernières années, qui se poursuivent d'ailleurs toujours au même rythme aujourd'hui. C'est en particulier pour étendre leur emprise à d'autres marchés que de grands groupes comme Renault ont fait payer la note à la classe ouvrière ici, par le chômage et la précarité, tout comme d'ailleurs ils s'apprêtent à la faire payer aux classes ouvrières des nouveaux marchés sur lesquels ils ont porté leurs ambitions.

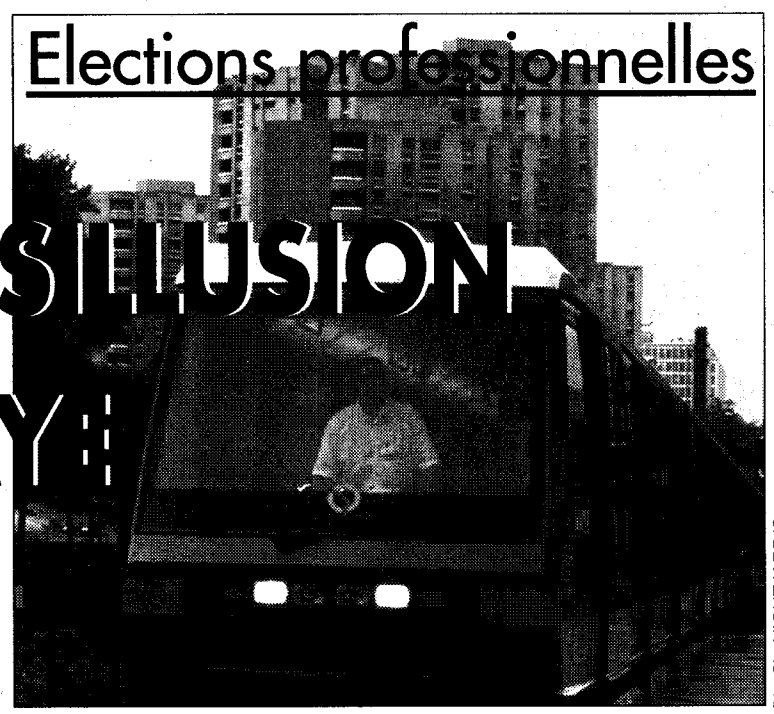
Et la seule protection efficace contre de tels agissements, c'est le contrôle que pourraient exercer les travailleurs mobilisés sur l'utilisation de leurs fonds par les grandes entreprises, non pas après coup, lorsqu'il est déjà trop tard, mais au fur et à mesure, pour empêcher que ce soit aux travailleurs qu'elles viennent ensuite présenter la note, que ce soit ceux d'ici, du Brésil ou de Roumanie.

F. R.

RATP

UNE DÉSILLUSION QUE PAYE LA CGT

Elections professionnelles



Ph. Ch. VIOUTJARD/Gamma

Les élections professionnelles viennent d'avoir lieu le 3 décembre à la RATP, pour les délégués du personnel et pour les CDEP, sortes de Comités d'établissement.

Le fait marquant est le net recul de la CGT, de l'ordre de 5%, qui perd un millier de voix sur environ 27 500 votants. Le recul atteint même 8% parmi les travailleurs du métro.

La CGT reste quand même et d'assez loin la première organisation syndicale avec 42,6% des voix (aux délégués du personnel). Mais on assiste au phénomène inverse des élections d'il y a deux ans: en 1996, après le mouvement de grève de fin 1995, la CGT avait progressé.

Pourquoi ce recul aujourd'hui?

La CGT s'est contentée de publier un communiqué assez général disant *« qu'un message a été adressé à la CGT par les salariés »* et qu'il fallait ne rien *« décider sans eux »*, et aussi qu'il fallait *« plus d'écoute »* à leur égard, etc. Cela n'explique pas grand-chose.

Le recul de la CGT est tout d'abord lié à des raisons qu'on peut qualifier de techniques. En 1996 la direction, dans le but de limiter l'influence de la CGT, a signé un accord avec tous les syndicats (sauf la CGT qui a refusé de signer justement) accordant davantage de moyens, et en particulier d'heures syndicales payées, en faveur des «petits» syndicats. On les a vus davantage sur le terrain. Cela a probablement joué un certain rôle. D'autre part les concurrents de la CGT ont axé leur campagne sur la gestion (par la CGT) des oeuvres sociales: cantine trop chère, coût trop élevé du service vacances.

Mais l'essentiel n'est pas là. Ces résultats traduisent sans doute aussi une désillusion à l'égard de la gauche, et même une certaine démoralisation.

Ainsi par exemple des agents se plaignent qu'avec le gouvernement de gauche on n'ait *« rien obtenu »*, alors que les problèmes sont cruciaux (effectifs, sécurité...). D'autres en veulent à la CGT d'avoir envisagé une grève lors de la Coupe du monde de football, puis d'y avoir renoncé au moment de l'action, après l'intervention de Gayssot. Une telle grève n'aurait certainement pas été populaire dans l'opinion, mais la valse-hésitation de la CGT se retourne contre elle.

Ce sont plutôt les syndicats non combatifs ou corporatistes qui gagnent ce que perd la CGT, en particulier le syndicats des Indépendants qui s'affiche comme « apolitique ». Apolitisme de façade car il a accueilli ici ou là des militants connus du Front National qui n'ont pas été autorisés par la justice à former leur propre syndicat.

Les salariés ont sans doute, comme le dit la CGT, *« adressé un message »*, mais peut-être pas seulement limité à une organisation syndicale. Il est peut-être bien plus large et plus politique et s'adresse d'abord au ministre PCF des Transports, et plus généralement au gouvernement, et signifie: *« A quoi bon avoir la gauche, si c'est pour ne rien en obtenir ? »*

Bien des salariés sont plutôt écœurés et ce vote le montre. Mais ils pourraient aussi redevenir combatifs, comme en 1995, comme certains cheminots, ou les chômeurs de Marseille. Et ce serait bien la meilleure manière d'adresser un « message » à la direction et au gouvernement.

Correspondant LO

Citroën Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)

PROGRESSION DE LA CGT SUR FOND DE MÉCONTENTEMENT

Depuis deux mois, des discussions sont engagées entre la direction du groupe PSA et les syndicats sur l'application de la loi Aubry, la mal nommée loi des 35 heures. Plus les projets du PDG sont connus, et plus le mécontentement progresse parmi les ouvriers.

A l'usine d'emboutissage Citroën de Saint-Ouen, comme ailleurs, les travailleurs s'inquiètent de l'intention du patron de nous faire travailler le samedi en horaires obligatoires, sans majoration de salaire pour les heures supplémentaires, de faire travailler la Maintenance le dimanche, de voir venir les semaines de 6 jours de mars à septembre, etc.

On voit le syndicat du patron, la CSL, se faire l'écho sans critique de ces projets. Pour l'instant, la CGT apparaît comme le seul syndicat s'opposant au projet de Jean-Martin Folz le PDG du groupe. Et c'est pour une grande part ce qui a motivé des travailleurs plus nombreux qu'à l'habitude à voter CGT cette fois-ci. Avec 39,8% des voix, dont 6,8% de voix en plus, la CGT est le seul syndicat à progresser, la CSL perdant 6%, la CFDT et la CFTC restant très faibles.

Ce résultat a entraîné des réactions symétriques, les ouvriers avaient le moral, la plupart des chefs faisaient la tête. C'est déjà ça! Bien sûr, c'est peu de chose encore face aux menaces qui pèsent sur nos futures conditions de vie et de travail, mais c'est un signe positif pour tous ceux ne veulent pas rester sans réagir.

Correspondant LO

Hôpital psychiatrique de Villejuif (Val-de-Marne)

GRÈVE CONTRE LE MANQUE D'EFFECTIFS

L'hôpital psychiatrique Paul-Guiraud de Villejuif, en banlieue parisienne, est en grève depuis le 2 novembre. Les services techniques et les bureaux sont presque tous fermés. Dans les services médicaux, il est bien difficile aux grévistes de quitter les malades car l'effectif habituel est déjà insuffisant. Les soins minimums sont assurés. Ceux qui participent aux actions de la grève le font surtout en dehors de leur temps de travail.

Le piquet de grève refuse toute nouvelle admission de malade. Cela ne se fait pas sans pression ni intimidation de la part de l'encadrement et de certains médecins. De plus, les directeurs d'hôpitaux psychiatriques d'Ile-de-France ont essayé de refuser d'hospitaliser des patients prévus pour Villejuif. Une fois, deux patients détenus à la prison de Fresnes ont été amenés sous escorte policière pour les hospitaliser en tentant de forcer le piquet de grève. Les urgences sont accueillies par les grévistes des lieux de soins en ville puis dirigées vers d'autres hôpitaux.

C'est le service Henri-Colin, une unité pour malades difficiles (UMD) et dangereux, qui s'est déclaré le premier en grève le 15 octobre puis a étendu le mouvement à tout l'hôpital (voir courrier des lecteurs, LO n° 1581). Comme l'a montré la récente émission télévisée « Zones interdites », sur l'UMD de Cadillac près de Bordeaux, les conditions de travail dans ce type de service sont dures.

La grève porte principalement sur les effectifs. En quatre ans, il y a eu 125 suppressions de postes et 485 fermetures de lits, alors que les demandes d'admissions augmentent. Les grévistes dénoncent aussi les économies réalisées sur les fournitures élémentaires destinées aux malades, ainsi que la vétusté de certains services. « *C'est l'application de la réforme hospitalière*, expliquent-ils, *le plan Juppé appliqué par Jospin* ». Ils ont comptabilisé le nombre de postes qui manquent dans l'hôpital: il faudrait immédiatement 191 créations de postes, soit une rallonge budgétaire de 7,5%. La direction, elle, propose 49 embauches pour 1999. « *Cela ne fait pas le compte* » ont riposté les grévistes en envahissant plusieurs réunions administratives.

Les grévistes d'Henri-Colin, auxquels se sont joints les délégués élus dans les autres services, soutenus par les syndicats SUD, CRC, CGT et FO, organisent la grève, votée chaque jour en assemblée générale. Le piquet de grève se tient à l'entrée de l'hôpital sous une tente chauffée installée par la municipalité PC de Villejuif. Il a reçu le réconfort de militants syndicalistes d'autres hôpitaux et même d'EDF, apportant des repas chauds. De temps en temps, des voitures s'arrêtent, déposant des gâteaux confectionnés par des collègues. C'est tantôt un service tantôt un autre qui prépare soupe géante ou couscous. Malgré le froid, l'ambiance est chaude au piquet de grève, quartier général des grévistes.

Le 27 novembre, des syndicalistes de huit hôpitaux étaient présents à une assemblée à Paul-Guiraud. Les grévistes ont renouvelé leur appel au personnel des hôpitaux à refuser les fermetures de lits et les suppressions de postes dans une riposte commune. Comme l'a dit une participante, « *il faut cesser de pleurer, de souffrir...: il faut se battre* ». Un rassemblement devant le ministère de la Santé était prévu jeudi matin 10 décembre.

SNCF LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS

■ Devant la grève des contrôleurs SNCF qui dure depuis le 27 novembre et paralyse 17 régions sur 23, la direction a amorcé un mouvement de recul.

Mardi 8 décembre, elle avait annoncé le recrutement de 240 emplois supplémentaires au statut de cheminot, l'augmentation d'une prime de 200 francs et la suspension de la réorganisation du travail telle qu'elle était prévue et que les contrôleurs refusaient. C'est très loin du compte, d'autant plus loin que la première et principale revendication des grévistes concerne l'embauche d'au moins 600 personnes à l'échelle nationale pour soulager la situation actuelle des 9 600 contrôleurs en poste.

Gayssot s'est contenté de lancer aux grévistes un appel à la raison, après avoir dit qu'il y aurait une augmentation de leurs effectifs sans plus de précision. Gallois quant à lui a dit qu'il fallait attendre la discussion sur les 35 heures pour envisager autre chose à propos des effectifs. Tout au plus a-t-il précisé qu'il n'y aurait plus de suppressions de postes et que seraient envisagés *« des recrutements complémentaires à la suite de l'examen des besoins région par région »*. En somme, les mutations de travailleurs d'une région à une autre continueraient de plus belle, ne faisant que déplacer les problèmes sans apporter l'ombre d'une solution.

Pas étonnant dans ces conditions que les contrôleurs aient décidé de poursuivre leur grève. Ils tiennent bon et ils ont raison. Il n'y a que de cette façon que les cheminots peuvent réussir à faire reculer vraiment la direction SNCF. Gallois et le gouvernement doivent changer de cap et augmenter les effectifs conformément aux besoins.

LO

Rassemblement de grévistes devant le siège de la SNCF à Paris.

LA GRÈVE À LA GARE DE LYON (Paris)

■ Mardi 8 décembre, au 12e jour de grève des contrôleurs de la SNCF, les grévistes de la Gare de Lyon à Paris avaient le moral. Tous avaient écouté les discours de la SNCF sur les effectifs et noté la promesse de la direction de maintenir les effectifs pour le budget 1999.

Pour les grévistes c'est un premier pas. Mais pas question de baisser la garde, d'autant plus qu'au niveau national la grève tient bon et que la SNCF renvoie le problème en négociation dans chaque région.

Les grévistes estiment qu'il manque une quarantaine de cheminots à l'Etablissement Commercial Train de Paris Lyon, et cela sans compter le personnel qu'il faudra rajouter pour l'application des 35 heures.

A l'AG, ils étaient 150 à reconduire la grève jusqu'au lendemain et rendez-vous fut pris à la direction locale pour exiger des embauches réelles. A suivre donc...

À Rouen

LA GRÈVE CONTINUE !

■ Mardi 8 décembre, les contrôleurs SNCF ont massivement décidé de continuer la grève en Normandie. A Rouen, Le Havre, Caen, la décision a été prise de ne pas accepter de s'engager dans des discussions région par région avant que le gouvernement et la direction de la SNCF se soient engagés nationalement à procéder à 600 embauches supplémentaires au statut.

C'est que les contrôleurs, malgré les pressions récentes des responsables de la CGT pour accepter de s'engager dans des négociations locales, ne sont pas dupes. Ils pensent que cette proposition gouvernementale est une manœuvre destinée à émietter le mouvement et à diviser un peu plus les cheminots. La direction prétend qu'il faut recenser les besoins locaux, mais les cheminots l'ont fait depuis longtemps en Normandie, comme dans bien d'autres régions, ils ont fixé à 17 le nombre de postes de contrôleurs nécessaires pour assurer le service dans des conditions correctes, ils ont déjà avisé la direction régionale de ce chiffrage et ils savent très bien que de toute façon les régions n'ont pas les moyens de décider de leur donner satisfaction parce que c'est précisément au niveau national que la situation est verrouillée.

Et si, dans toutes les assemblées générales qui ont voté la poursuite de la grève, les contrôleurs ont montré leur détermination à faire reculer la direction de la SNCF, la volonté d'exiger un engagement chiffré au niveau national avant d'entamer des négociations locales a été particulièrement nette à Rouen, Toulouse, Chambéry, Lyon ou Clermont-Ferrand.

Mardi 8 décembre à Rouen, la poursuite du mouvement jusqu'à jeudi 10 décembre a été adoptée à 159 voix sur 167 et seulement 8 abstentions. La décision a été confirmée le lendemain ; la détermination des contrôleurs est donc intacte. Lundi 7, c'est d'ailleurs à une quarantaine que les contrôleurs se sont adressés aux usagers pour expliquer pourquoi la proposition de la direction d'une « pseudo-augmentation de la prime de travail », ne correspondait pas à la revendication première des cheminots, qui est depuis le début de ce mouvement l'embauche de personnel supplémentaire indispensable pour la qualité du service public. Et l'accueil a été positif.

Bien des contrôleurs, après avoir regretté que les fédérations syndicales ne mettent pas tout leur poids dans la balance pour que ce mouvement soit un mouvement général dans toute la SNCF, constatent maintenant que la direction de la CGT pèse pour faire accepter le principe des négociations locales. Mais ils n'ont pas envie de se laisser faire même si cela contrarie Gayssot et ceux qui acceptent de se faire les porte-parole d'une politique gouvernementale qui ne correspond ni aux intérêts des contrôleurs ni à ceux des usagers.

Gallois présente le budget 1999

UN BUDGET CONTRE LES TRAVAILLEURS

En pleine grève des contrôleurs pour exiger des effectifs, quelques semaines seulement après les grèves des agents de conduite pour réclamer, eux aussi, des embauches, Louis Gallois présente son budget 1999 en se félicitant de la stabilité à laquelle la SNCF serait parvenue en 1998, du point de vue financier mais aussi du point de vue de l'emploi.

En 1999, et pour la première fois depuis 17 ans, le budget de la SNCF ne prévoirait pas de baisse des effectifs (ni de hausse non plus d'ailleurs). Mieux encore d'après Gallois, au cours de l'année 1998, seuls 800 emplois auront été supprimés alors qu'une diminution de 1 500 emplois avait été programmée. Les cheminots devraient donc s'estimer heureux, d'autant plus que le même Gallois a déclaré qu'il s'engageait à maintenir l'effectif total actuel de la SNCF inchangé tout au long de l'année prochaine. Alors qu'en une quinzaine d'années, le nombre de cheminots est passé de 255 000 à environ 175 000, il s'agirait là (toujours selon les paroles de Gallois) d'un véritable *« événement qui marque une rupture forte avec les tendances antérieures »*. L'avis est d'ailleurs partagé par le ministre des Transports, Gayssot, qui s'exprimait à TF1 samedi 5 décembre et qui, après avoir vaguement promis une augmentation des effectifs des contrôleurs, concluait lui aussi: *« Nous allons donc vers une situation de rupture totale par rapport à ce qui s'est passé ces quinze dernières années à la SNCF »*. Bref, pour l'un comme pour l'autre, le fait d'arrêter (et encore pas totalement) les suppressions de postes devrait suffire à satisfaire les cheminots, et dans l'immédiat à faire reprendre le travail aux contrôleurs.

Dans la réalité, dans tous les secteurs, il manque du personnel et les discours satisfaits de Gallois comme de Gayssot montrent à quel point ils font peu de cas des cheminots et des voyageurs. Ce qui est certain également, c'est que la direction comme le gouvernement prennent prétexte des négociations sur la mise en œuvre des 35 heures à la SNCF, négociations qui devraient s'ouvrir avec les syndicats le 14 décembre prochain, pour renvoyer toute discussion sur les effectifs. Pour l'instant, Gallois prépare le terrain en insistant sur la nécessité de résorber, en 1999, le déficit qui tournerait encore cette année autour de 500 millions de francs. Et pour le résorber, évidemment, la direction SNCF compte sur ce qu'elle appelle *« la dynamique porteuse des 35 heures »*, une dynamique qu'elle entend aussi trouver dans *« la capacité de redéployer les moyens de l'entreprise »* d'une région à une autre, c'est-à-dire dans sa capacité à plier un peu plus le travail et la vie des cheminots aux exigences de rentabilité de l'entreprise, sans créer un emploi supplémentaire.

En 1998, la direction a œuvré à redresser les comptes de la SNCF aux dépens des cheminots. Et si les suppressions de postes n'ont pas été aussi nombreuses que la direction l'avait prévu, à savoir 800 contre 1 500 annoncées, ce n'est ni à Gallois ni à Gayssot qu'ils le doivent, mais à la résistance, au refus et aux grèves des cheminots. Et dans le budget 1999 établi en fonction d'objectifs de « conquête des marchés », de développement du trafic, d'augmentation du chiffre d'affaires dans tous les domaines et donc encore de la seule rentabilité, les cheminots sont avertis.

Lorsque Gallois, comme n'importe quel patron, déclare que l'équilibre financier est *« essentiel et indispensable »* (pour qui ? pour quoi ?), qu'il faut l'atteindre à tout prix l'an prochain et que les conflits sociaux sont nuisibles à l'objectif qu'il poursuit, les cheminots savent à quoi ils doivent s'attendre et se préparer.

L.P

SNCF

LA GRÈVE A VIERZON

Depuis le jeudi 25 novembre, à Vierzon nous sommes en grève pour l'augmentation des effectifs, pour des embauches au statut et l'amélioration de nos conditions de travail. Celles-ci se dégradent en même temps que le service public pour les usagers. C'est ainsi qu'entre Orléans et Tours toutes les gares sont fermées le dimanche soir, sauf Blois, et dans les gares où le train s'arrête ce sont des cassettes enregistrées qu'on entend ! Sur la ligne Vierzon-Tours, la SNCF a déjà supprimé 4 arrêts et il est même prévu de mettre en place un autorail régional où pour faire des économies de personnel il y aura un conducteur seul et pas de contrôleur. Nous avons tous été choqués par la déclaration d'un journaliste de TF1 nous présentant comme des privilégiés gagnant 15000 F par mois. Mais un contrôleur gagne, à 7 mois de la retraite, 10251 F net toutes primes comprises avec les allocations familiales pour 2 enfants.

A Vierzon, nous sommes 22 contrôleurs. Nous nous réunissons en assemblée mais nous nous sommes rattachés à l'assemblée générale de Tours.

Malgré les promesses de la direction, rien de précis n'a été obtenu et le mardi 8 décembre, à l'unanimité, la grève continuait.

TVM Yvelines

Marre d'être roulés

Du lundi 30 novembre au dimanche 6 décembre, les 53 chauffeurs de cars de la société TVM (Transports de Voyageurs du Mantois) ont fait grève avec occupation et aucun bus n'a circulé à Mantes-la-Jolie et dans les communes limitrophes.

Les causes de la grève ? Les bus sont usagés et tombent souvent en panne et la direction refusait d'appliquer un accord signé avec les syndicats qui prévoyait en septembre 0,5% d'augmentation et une prime de 500 francs.

Pour justifier son « oubli » le patron de TVM donnait comme explication le chiffre d'affaires prétendument en baisse. Mais ce même patron gère en famille ou est actionnaire de cinq sociétés de transport de cars et touche par an environ six millions de francs du District urbain. Alors, les chauffeurs aimeraient justement savoir où passe tout cet argent. Pas dans les salaires en tout cas.

Vendredi 4 décembre, après cinq jours d'occupation, le patron a annoncé son intention de respecter l'accord, et il s'est engagé le lendemain sur le paiement de trois jours de grève. Les grévistes ont accepté de récupérer deux jours sur les repos compensateurs.

Les chauffeurs ont repris le travail lundi 7, satisfaits d'avoir obtenu au moins ce qui leur est dû, et que le patron n'ait pas eu le dernier mot.

Michelin Roanne

TRAVAIL EN CONTINU, RAS LE BOL

La direction de Michelin à Roanne a réussi, fin septembre, à imposer le travail en continu dans les ateliers de production fonctionnant en 4x8.

C'est contre ce projet que les ouvriers de Michelin s'étaient mis en grève en février 1998, en bloquant les portes de l'usine pendant 5 jours.

Leur colère était bien légitime puisque travailler en continu avec quatre équipes, cela revient à être à l'usine trois dimanches sur quatre par mois. Dans le semblant de négociations qui suivit la grève, les ouvriers étaient prêts à accepter le travail le dimanche à condition que soit embauchée une cinquième équipe. Mais il n'en est pas question pour la direction, dont le seul objectif est que les actionnaires de Michelin, numéro un mondial du pneu, puissent multiplier les milliards de bénéfices qu'ils empochent déjà depuis des années. Peu lui importe que le travail en continu épuise les ouvriers, qu'aucune vie familiale ne soit possible, du moment que les machines « crachent » sept jours sur sept des milliers de pneus pour voitures de luxe, puisque telle est la spécialité de l'usine de Roanne. La direction invoque à tout moment la nécessité de satisfaire le client. Mais à qui fera-t-on croire qu'il est vital de fabriquer des pneus le dimanche !

Pour arriver à ses fins, la direction a multiplié les pressions : menaces de transférer la production vers d'autres usines, de ne pas renouveler les contrats des intérimaires, lettres d'intimidation, harcèlement des chefs traitant les ouvriers de fainéants... jusqu'à ce que fin septembre, l'inspection régionale du travail autorise finalement le travail du dimanche.

La direction a l'audace de présenter comme positive cette nouvelle organisation du travail, en insistant sur les prétendus avantages accordés aux ouvriers :

– Une baisse du temps de travail ? Mais il y a seulement six jours en moins de travail répartis sur l'année. Par contre, quatre jours fériés sont désormais travaillés.

– Une augmentation des salaires ? Elle se résume en tout et pour tout à 500 F supplémentaires, et en plus sous forme de prime. Une bien maigre compensation face à une telle dégradation des conditions de vie !

– L'embauche de personnel ? Elle se limite à quelques intérimaires engagés par... Vediorbis, entreprise dont Michelin est l'actionnaire majoritaire.

Alors, depuis deux mois que le travail en continu est mis en place, la vie est devenue insupportable. Les roulements ne sont jamais les mêmes et la santé s'en ressent. Il n'est pas rare que les ouvriers travaillent sept jours de suite. La législation l'interdit ? Qu'à cela ne tienne, la direction fait chevaucher deux semaines !

C'est bien parce que ce rythme de vie et de travail est devenu insoutenable que depuis quinze jours des débrayages sont organisés le samedi et le dimanche. Michelin ne peut pas faire passer ses mauvais coups aussi facilement qu'il l'espérait.

Correspondant LO

Aérospatiale Toulouse

PAS D'ACCORD POUR ÊTRE SOUS-TRAITÉS!

Aérospatiale et les pouvoirs publics ont décidé de transférer certaines charges à Sextant Avionique, filiale de Aérospatiale et Thomson. Il est prévu qu'une partie des charges de Sextant soit délocalisée à Toulouse. A l'Aérospatiale Toulouse, il s'agit du département Systèmes et Services qui regroupe 600 personnes environ sur les 8700 que comptent les trois usines. Il est spécialisé dans la conception, la réalisation de calculateurs, notamment des calculateurs de bord qui équipent les Airbus.

C'est par la presse que l'on a appris que 160 personnes devaient partir dans la future Sextant Toulouse et, parmi les travailleurs concernés, un fort mécontentement s'est vite manifesté par le refus effectif de sortir la production dès le vendredi 30 novembre. Et quand mardi matin 1er décembre un article de la *Dépêche* parut, faisant dire au responsable du secteur aéronautique de l'Aérospatiale que « *notre métier n'est pas de faire des cartes électroniques...* », cette petite phrase a mis le feu aux poudres.

FO puis la CGC et la CFTC, sur l'insistance de nombreux travailleurs en colère, ont demandé une entrevue au responsable de Systèmes et Services. Et c'est à environ 300 qu'ils les ont accompagnés pour lui signifier leur refus. Le travail n'a pas repris. Le lendemain, une délégation FO-CGC-CFTC était reçue par la direction locale. On apprenait que la direction générale garantissait de sauvegarder les emplois.

« *C'est quoi cette garantie ?* »... « *On veut un papier écrit* »... « *Et si le travail s'en va, ceux qui se retrouveront sans travail, ils iront où ?* »... « *A la chaîne ? Moi j'en viens et je ne veux pas y retourner* » dit un ouvrier. « *Au bureau d'études ? Mais les portes ne sont pas grandes ouvertes !* »

« *Il faut une AG pour décider tous ensemble* » était dans la bouche de beaucoup. Finalement, à 14 heures, ouvriers, techniciens, ingénieurs se rassemblaient dans le labo. Un délégué FO fit un compte-rendu plutôt rassurant et appela à reprendre le travail : « *Voulez-vous perdre de l'argent en faisant grève ? Ca ne sert à rien ! Le problème est politique. Et il faut alerter les politiques. Nous vous proposons qu'on se retrouve, demain, sur le parking du CE, pour rencontrer la presse...* »

Dans l'assemblée, ce discours ne passait pas. Un délégué CGT, qui travaille dans le secteur, prit la parole pour dire qu'il fallait maintenir la pression, et proposa d'aller tous ensemble rencontrer le directeur des usines de Toulouse. Et c'est toujours aussi nombreux que nous sommes allés dans les bureaux de la direction. Là, une délégation fut reçue, mais n'apprit rien de plus que l'on ne sache déjà.

Rendez-vous fut pris pour le lendemain à 9 heures. Ce jour-là un tract signé des 5 organisations syndicales appelait à débrayer de 9h30 à 11 heures et à se rassembler sur le parking du CE où, face à des travailleurs très nombreux, le secrétaire de FO fit un petit discours rappelant la situation. Rien n'était prévu ensuite mais le délégué CGT de Systèmes et Services proposa d'aller à la rencontre des ingénieurs et techniciens du bureau d'étude. La proposition n'eut pas l'heure de plaire aux dirigeants des syndicats, mais aussitôt dit, aussitôt fait : d'abord au 4e, puis au 3e étage, chacun a pu discuter.

Le PDG, en visite à Toulouse jeudi 3 décembre, a reçu les syndicats, et assuré que tous les salariés resteront Aérospatiale, seuls les volontaires partiraient à Sextant, 10% des charges seraient sous-traitées à Sextant et cela concernerait 60 à 70 personnes.

Le lendemain dans tous les services, des réunions étaient organisées par la maîtrise. Un tract portant la signature des 5 syndicats FO, CGC, CFTC, CGDT et CGT annonçait : « *Grâce à l'action de tous, il nous a été assuré la sauvegarde de l'emploi, des métiers, des compétences au sein d'A/S Aérospatiale* ». Ce qui signifiait la fin du mouvement. Pourtant, pour nombre de travailleurs, rien n'était réglé. Ils s'étaient mobilisés pour ne pas voir leur travail partir, et de ce point de vue ils n'ont pas obtenu satisfaction. Quant à ceux dont la charge sera sous-traitée, il n'a pas été précisé à quels postes ils seront mutés ni même si ce sera dans les usines de Toulouse.

Le travail a repris véritablement mardi 8 décembre mais l'amertume est grande. Cependant l'intervention des travailleurs, alors que la direction voulait opérer en catimini, l'a obligée à rendre publiques ses intentions... et ils n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Renault Douai (Nord)

Grave accident

LA COURSE À LA PRODUCTION

Lundi 24 novembre un grave accident s'est produit à l'emboutissage de Renault-Douai. Un ouvrier de maintenance a été écrasé par une presse. La partie haute de l'outil est remontée brutalement vers le chapiteau et notre camarade s'est retrouvé coincé entre les deux alors qu'il finissait son intervention et qu'il était allongé sur l'outil. Il est à l'hôpital maintenant avec un enfoncement de la cage thoracique, un poumon perforé, deux vertèbres lombaires fracturées, et la plèvre aussi est touchée.

La direction a essayé de rejeter la faute, mais c'est elle qui est responsable, car c'est bien par ses pressions incessantes pour que tout se fasse dans l'urgence, et par les cadences qu'elle impose, qu'arrivent les accidents et que les travailleurs risquent la mort.

La direction, d'une hypocrisie sans limite, vient de découvrir qu'il n'y avait pas de mode opératoire avant toute grosse intervention sur presse. Un de ses sous-fifres demande, maintenant, que pour chaque intervention sous presse des chandelles de sécurité soient installées. Aurait-il oublié les consignes auparavant ou n'aurait-il pas plutôt recherché la production à tout prix ?

Un responsable a eu le culot de dire que l'ouvrier accidenté aurait mal purgé le circuit d'air comprimé : le peu d'air restant aurait suffi à faire remonter l'outil. Après l'enquête, il apparaît que le système de purge n'est pas équipé de manomètre afin de vérifier si le circuit est vide ! C'est bien la direction qui est responsable, elle qui rappelle maintenant les consignes de sécurité alors qu'auparavant elle a tout fait pour qu'elles ne soient pas respectées. Combien de fois les chefs n'ont-ils pas râlé pour faire activer ceux qui interviennent sous les presses ?

Maintenant, combien de temps la direction va-t-elle continuer à faire respecter quelques mesures de sécurité, avant que ces messieurs nous reparlent de production à tout prix et qu'ils oublient à nouveau leurs consignes ? A ce moment-là nous ne devrons pas oublier de le leur rappeler.

Correspondant LO

Crédit Mutuel de Loire-Atlantique

UNE GRÈVE QUI A FAIT DU BIEN !

Le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et Centre-Ouest est une banque régionale, qui est fédérée au sein du groupe Crédit Mutuel national. Elle compte 1600 salariés, répartis en agences et au siège social.

À l'appel de la CFDT (deux tiers des voix aux élections internes) et de la CFTC (minoritaire et peu combative), nous nous sommes mis en grève le mardi 17 novembre. Le motif était l'amélioration des conditions de travail au moyen d'embauches et de la baisse de la pression exercée par la hiérarchie. Comme à son habitude, le DG a ironisé à l'annonce de la grève affirmant que cela «*ferait prendre l'air*» aux contestataires. Les militants CFDT excédés ont alors lancé un mot d'ordre de grève illimitée, ce qui a incité de nombreux salariés à prendre le mouvement au sérieux.

Dès les premières heures du mardi 17, le taux de grévistes était de 75%, ce qui a surpris tout le monde. La forte mobilisation s'est concrétisée par une participation massive aux assemblées générales, et par la détermination de tous à faire pression sur la direction aux portes de la salle de négociation. Le deuxième jour, il y avait 80% de grévistes, et le syndicat des cadres, le SNB, rejoignait le mouvement. Les deux jours qui suivirent, 90% du personnel était en grève : c'est une estimation, car le service de la DRH était en grève, il ne pouvait y avoir de comptabilisation !

L'adhésion massive (y compris des responsables de service !) a renforcé le sentiment de légitimité du mouvement, dont l'ampleur s'explique sans doute par le mépris de la «*haute*» hiérarchie pour l'ensemble du personnel. Le manque d'effectifs est criant dans tous les services, et la politique de filialisation des activités vers des entreprises satellites dont les salariés sont moins bien payés exaspère tout le monde, dans une banque qui affiche chaque année des bénéfices confortables.

Au terme de quatre jours de grève, il a été obtenu la transformation de 100 contrats CDD en CDI, l'ouverture immédiate des négociations sur les 35 heures, le gel des externalisations et de la sous-traitance, ainsi que l'abandon pur et simple des outils informatiques qui imposaient des objectifs commerciaux insupportables au personnel des agences.

Même si la revendication concernant les embauches n'a pas été satisfaite en totalité, les grévistes ont fêté bruyamment leur victoire, et n'ont relâché leur pression qu'après l'obtention du paiement de l'intégralité des quatres jours de grève. Tout ceci était inimaginable quatre jours auparavant, et même si chacun sait que la direction remettra tout en cause dès qu'elle le pourra, tous affirment que rien ne sera plus comme avant. Les uns découvrent l'utilité de se syndiquer, et d'autres prennent conscience de notre force collective, à l'image d'un gréviste «débutant» qui affirme : «*C'était pas mon truc, mais maintenant j'aime la grève !*»

Châteaurenard (Bouches-du-Rhône)

Ouvriers agricoles saisonniers

EN LUTTE CONTRE UNE VIE D'ESCLAVE !

Depuis un an et demi maintenant, les salariés saisonniers de l'agriculture venus travailler en France en contrats OMI (Office des migrations internationales) réclament une carte de séjour et des contrats à durée indéterminée.

Ils sont 3 500 salariés de l'OMI dans les Bouches-du-Rhône (8 000 sur toute la France) qui, durant 6 à 8 mois par an, travaillent dans les campagnes et ce depuis plus de 20 ans pour certains, voire même 30 ans, au mépris de toute réglementation du travail : 20 F de l'heure pour 1 600 heures par an, dans des conditions de travail et de logement dignes de l'esclavage.

Par exemple, certains sont logés dans des caravanes sans aucun équipement sanitaire. Il n'est pas rare que la journée de travail soit de 15 heures. Il est même arrivé qu'elle dure 20 heures. Durant l'été un bon nombre travaillent dans des serres où la température monte jusqu'à 45° et même 50°. Ce sont eux qui sont envoyés, sans guère de protection, pour effectuer les traitements phytosanitaires à base de produits dangereux. Ensuite ils retournent dans leur pays d'origine. Ils demandent donc que leurs contrats de travail et leur séjour soient régularisés. Il veulent sortir de cet état de «non-droits» et exigent le droit au logement, à la santé, l'application de la convention collective, une couverture sociale.

Sur la région de Chateaurenard, près de deux cents employeurs sont d'ailleurs prêts à signer des CDI, mais les syndicats patronaux de l'agriculture, la FDSEA et le CDJA, s'opposent à la suppression des contrats OMI.

Afin d'appuyer leurs revendications et pour demander l'ouverture de négociations, une cinquantaine de salariés OMI ont occupé la Maison de l'Agriculture, dépendant du Conseil régional, du 30 novembre au 3 décembre, date à laquelle ils ont été expulsés par la police.

La manifestation organisée le 3 décembre à Chateaurenard a regroupé près de cent cinquante travailleurs OMI venus des villages environnants, déterminés à, continuer leur mouvement en occupant d'autres lieux, jusqu'à l'obtention de leur carte de séjour. Moins d'une cinquantaine de patrons, sans doute proche du FN, qui étaient venus contre-manifester aux cris de «*Au goulag, retourne à Moscou !*», ne faisaient pas le poids.

Les ouvriers agricoles OMI, renforcés par la réussite de leur mobilisation, ont prévu un nouveau rassemblement jeudi 10 décembre. Comme l'expliquait l'un d'entre eux, «*la carte de séjour, on l'a bien gagnée par 30 ans de saisons d'une durée de huit mois chacune*».

Correspondant LO

Sur un marché dans une petite ville. Les fruits sont souvent récoltés par des travailleurs surexploités.

SNCM Marseille

GRÈVE POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE

Les grévistes après l'assemblée générale du 4 décembre.

C'est avec pondération que le travail a repris lundi 7 décembre à la SNCM.

La grève avait débuté mardi 1er décembre à l'appel de la «plateforme syndicale», une intersyndicale constituée par tous les syndicats excepté la CGC et le STC (le Syndicat des travailleurs corses) pour demander le renouvellement de la flotte. Certains bateaux de la SNCM sont très âgés, plus de vingt ans pour certains, et les syndicats expliquent que, du coup, la SNCM pourrait ne pas voir son contrat avec l'État renouvelé.

La CMN et la SNCM, dont les actionnaires sont l'État pour 80% et la SNCF pour 20%, sont tenues d'assurer le service public de la «continuité territoriale» avec la Corse, c'est-à-dire la continuité du trafic fret et passagers entre la Corse et le continent, quel que soit le remplissage des bateaux. En outre les voyageurs domiciliés en Corse bénéficient d'un tarif analogue au coût du chemin de fer pour la même distance. En compensation du manque à gagner, la Compagnie touche de l'argent de l'État, 525 millions de francs par an.

La concession se termine en 2001, date à laquelle l'État attribuera de nouveau la concession à des compagnies de navigation à la suite d'un appel d'offres. Bien des salariés craignent que la Compagnie ne soit pas retenue, faute d'une flotte assez moderne et compétitive, et que cela entraîne des suppressions d'emplois.

La «plataforme» avait rencontré les représentants des ministères de tutelle, Transports et Finances, lundi 30 novembre. Elle avait qualifié ses propositions de parlotes en langue de bois, jugées tout à fait insuffisantes.

La grève a été bien suivie, avec énergie et détermination par la quasi-totalité des employés, des agents qui travaillent sur les quais, des ouvriers des ateliers, une bonne partie des marins et même quelques officiers.

Il y avait 30 ans qu'on n'avait pas connu une grève aussi longue réunissant ainsi tout le personnel.

Le mercredi matin 2 décembre, toutes les portes de l'agence sauf une étaient soudées. Le jeudi dans la nuit il y eut beaucoup d'activité sur le port. Les clarks, des gros modèles capables de déplacer des containers de 12 mètres de long, et les puissants «Douglass» qui tractent les remorques, charrièrent des containers devant les portes du port; des engins énormes y furent installés, perfectionnant le blocage de tout le Port Sud. Les grévistes allumèrent de joyeux feux de bois à l'abri des containers, d'autant plus appréciés qu'un mistral glacé a balayé la région durant toute la semaine.

La direction était moins gaie. Après avoir été débusquée de ses premiers retranchements à la formation, elle se réfugiait à l'extérieur. La hiérarchie de petite taille allait dans une entreprise sous-traitante voisine, les plus hauts personnages à l'hôtel Mercure. Le pointage des non-grévistes se faisait dans une clandestinité telle que bien des non-grévistes protestent maintenant en disant qu'ils n'ont pas pu se présenter.

Des assemblées générales à 9h et à 14h réunissaient chaque jour 300 à 350 grévistes qui reconduisaient la grève chaque matin.

Dès le samedi après-midi, la préfecture organisa une rencontre pour présenter aux syndicats les propositions du ministère. Le dimanche après-midi, en assemblée générale, devant 380 grévistes, les syndicats appelaient à la reprise estimant le texte de la préfecture satisfaisant. Il y est écrit que «*la volonté du gouvernement est que l'ensemble constitué par la SNCM et la CMN se mette en situation d'être le mieux placé pour remporter l'appel d'offres de la continuité territoriale*». Un groupe de travail doit être mis en place pour proposer le type de navire nécessaire, quels navires sont à renouveler, et «*rechercher et étudier les solutions en faveur de l'emploi*». Il a jusqu'au 31 mars 1999 pour faire ses propositions et le gouvernement prendra alors ses décisions.

C'est à une grande majorité que les grévistes décidèrent alors de la reprise du travail, même si des travailleurs estimaient que les garanties étaient insuffisantes. Et en effet on peut se demander dans quelle mesure le texte de la préfecture est une garantie pour l'avenir de l'emploi à la SNCM…

Reste que dans l'entreprise beaucoup disent que cette grève a été un bon premier pas et qu'ils sont prêts à remettre cela si besoin est. Ce mouvement en tout cas a réchauffé les cœurs et les relations entre les marins et les sédentaires, qui ont eu tout loisir de faire plus ample connaissance, en particulier pendant les nuits passées sur le port devant les feux et lors des repas préparés par des volontaires et pris sur le ferry *Napoléon* dans une atmosphère chaleureuse.

Correspondant LO

Port de Dunkerque

40 EMBAUCHES, MAIS TOUJOURS MOINS D'EMPLOIS STABLES

Les entreprises de manutention du port de Dunkerque ont embauché en octobre dernier 40 jeunes en CDI. Cela a été salué par la presse locale comme un «événement historique». Seulement, au début des années 1980, il y avait plus de deux mille dockers au port. Ces embauches comprises, ils ne sont plus aujourd'hui que 510, plus une centaine d'intérimaires.

Ces jeunes ont passé deux ans en contrats de qualification, qui n'ont presque rien coûté aux patrons puisque, sur les 8 millions de francs de la formation, le Conseil régional a mis 3,4 millions et l'organisme paritaire du travail intérimaire qui les avait recrutés 2,5 millions. Il était prévu que, durant leur formation, ils seraient intégrés dans des équipes de travail comprenant trois anciens pour un jeune. Mais cette proportion n'a jamais été respectée. Il y avait bien plutôt deux ou trois jeunes pour un ancien.

Les accidents ont été nombreux durant les deux années. Les contrats de travail des jeunes embauchés sont de plus nettement en recul par rapport à ceux des anciens. Tout d'abord, ils ne relèvent plus de la loi de 1947. En cas de fermeture d'entreprise, les jeunes embauchés n'ont pas les mêmes garanties d'emploi que les anciens, qui relèvent toujours du système du Bureau central de la main-d'œuvre (BCMO) qui leur garantit une indemnisation en cas de manque de travail.

Ensuite, les anciens ont un salaire d'au moins 10 000 F, plus les primes. A Feron Terminal, un jeune embauché touche 9 008 F brut. A la Somabani (du groupe Bolloré), 8 656 F brut, plus des primes plus importantes. Donc l'écart de salaire est d'au moins 3 000 F ! Et ce pour un travail toujours plus rapide, plus dangereux. Au-delà de l'embauche et des bonnes paroles, les patrons veulent exploiter jeunes et vieux jusqu'à la corde.

Récemment, au Trans Terminal Sucrier, la manipulation des sacs de sucre de 50 kg a doublé. Elle est d'un sac toutes les secondes pendant une demi-heure. En plus les patrons ont essayé de faire travailler l'autre demi-heure à farder. Mais là, ils ont dû reculer devant le refus des travailleurs…

Métal Meuble Argenteuil (Val-d'Oise)

QUELQUES HEURES BIEN PAYÉES !

L'entreprise Métal Meuble, qui se trouve à Argenteuil (Val d'Oise) – 24 embauchés – a été rachetée par le groupe Viollet d'Annecy (80 embauchés).

A Argenteuil, où l'on fabrique des containers essentiellement pour des pièces automobiles, pour PSA et Renault, la direction estime que nous devons être à sa disposition. Quand les commandes diminuent, c'est le chômage technique. Et quand elles affluent, comme depuis deux mois, c'est les heures supplémentaires, des cadences plus dures et, au lieu d'embaucher, l'emploi de 20 intérimaires. Tout cela avec des salaires de misère (autour de 6 500 francs par mois à l'atelier). En plus, le matériel sur lequel nous travaillons date des années 1970, et il n'y a même pas de douches, pourtant particulièrement nécessaires pour les peintres !

Alors on en a assez, et on a profité du carnet plein de commandes pour le faire savoir lundi 9 novembre. Pour la première fois depuis 1968, toute la production s'est mise en grève et, à vingt, on a bloqué les trois entrées de l'usine et posé nos revendications : 10% d'augmentation pour tous, le treizième mois, des douches, et des repas le midi : tant qu'à se battre, autant le faire pour ce dont on a besoin !

Il a suffi de quelques heures de grève pour que le PDG, depuis Annecy, cède sur tout et nous venons de vérifier, sur nos fiches de paye, que ce n'était pas du pipeau.

Comme quoi, la lutte peut payer, et vite !

Au Conseil régional d'Ile-de-France

UNION SACRÉE SUR LA SÉCURITÉ

Le Conseil régional d'Ile-de-France était appelé à voter un budget de 300 millions de francs dans le cadre d'un plan pour la sécurité destiné à construire des commissariats, à installer des caméras dans les bus, etc. Le quotidien *Le Parisien*, dans sa page « Ile-de-France », signale le fait, remarquant que «... *pour la première fois, une région, en l'occurrence la première de France, qui plus est dirigée par la gauche (J.P. Huchon du PS), s'est dotée d'un plan pour la sécurité*». Le représentant du FN, Jean-Yves Le Gallou, a décerné une mention « assez bien » à Huchon, expliquant toutefois qu'il pouvait mieux faire... « *Nous accueillons*, a-t-il déclaré, *ce débat avec satisfaction. C'est une prise de conscience nouvelle des socialistes et des communistes. (...) Mais il faut aller plus loin. Il n'y a pas de sécurité sans répression* ». Et toutes les interventions des élus du FN ont mis en cause l'immigration comme une cause première de l'insécurité.

Le Parisien signale que le vote de ce plan et du budget qui l'accompagne a été acquis à l'unanimité, seuls les élus Verts et de Lutte Ouvrière s'étant abstenus. Mais *Le Parisien* s'abstient, lui, de mentionner les explications de vote des élus de Lutte Ouvrière. Nous publions donc l'intervention d'Arlette Laguiller sur ce sujet :

« *Comme le constate ce rapport dans son introduction, la montée des divers aspects de la violence et de l'insécurité a pour origine essentielle la montée du chômage de masse, la précarité et la misère.*

Eh oui, n'en déplaise au Front National, la partie de la classe ouvrière issue de l'immigration paie un lourd tribut à la crise, aux licenciements collectifs et à la ségrégation à l'embauche aujourd'hui pour ses enfants.

Plus de 3 millions de chômeurs déclarés, 5 à 6 millions en ajoutant les emplois précaires, les RMIstes, 500 000 sans-logis ou mal-logés, la peur de perdre son emploi et son salaire menaçant presque tous les salariés, voilà l'insécurité principale qui engendre toutes les autres. Voilà ce qui rend la vie de plus en plus difficile dans les quartiers populaires. Voilà ce qu'ont exprimé les milliers de chômeurs qui ont manifesté hier à Marseille.

Les responsables, ce sont les dirigeants des grandes compagnies financières et industrielles qui dirigent l'économie du pays, en fonction des intérêts d'une minorité toujours plus riche, en appauvrissant la population laborieuse. Et les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui sont au service des puissances financières !

Nous ne sommes pas en désaccord avec certaines des mesures présentées dans ce rapport. Peut-être ponctuellement permettront-elles de limiter, de détourner certaines violences et insécurités. Mais ces mesures dissimulent le fond du problème : les causes et les responsables du chômage. Nous ne participerons pas à cette dissimulation.

Un seul exemple : on parle beaucoup des insécurités patentes et visibles dans les transports. Depuis plusieurs jours, une partie des cheminots, les contrôleurs, sont en grève pour réclamer des embauches. Ces embauches feraient moins de chômeurs et plus de sécurité.

Alors, que l'Exécutif du Conseil régional intervienne auprès du gouvernement pour que celui-ci, au lieu de réduire les effectifs, embauche massivement dans tous les services publics. Faute de cela les équipements financés par la Région seront impuissants pour faire reculer la violence et l'insécurité.

Les élus de Lutte ouvrière s'abstiendront sur ce rapport. »

Senlis (Oise)

NON À LA FERMETURE DES SERVICES D'URGENCE !

Samedi 4 décembre une manifestation a parcouru les rues de Senlis en criant « *Urgences menacées, hôpital en danger* », « *Pas d'économies sur la santé, prenons sur les profits* ». Elle regroupait 150 personnes, pour l'essentiel le personnel de l'hôpital de Senlis avec des délégations de syndicalistes. Lutte Ouvrière soutenait cette initiative.

Cette protestation répond au plan de réorganisation hospitalière qu'a concocté le directeur régional de l'hospitalisation de Picardie, représentant direct du gouvernement chargé de faire appliquer la réforme hospitalière décidée par Juppé et reprise par Jospin, qui vise à restreindre massivement les services de santé pour transférer les sommes économisées dans les caisses du patronat.

Le premier volet de ce plan est la « réorganisation » des urgences. En réalité il s'agit de la fermeture massive des services d'accueil d'urgence sur la région : à Doullens, Montdidier, Péronne pour la Somme, à Noyon, Clermont, Senlis, Méru pour l'Oise, ainsi que la suppression de tout accueil à Chaumont-en-Vexin dans le même département.

L'hôpital de Senlis reçoit près de 25 000 urgences par an à lui seul. Non seulement ces fermetures sont désastreuses pour la population, mais elles risquent fort d'entraîner la fermeture en cascade de plusieurs autres services, comme cela s'est fait dans d'autres opérations du même genre dans d'autres villes.

Certes, devant un problème qui est la conséquence de choix nationaux, seules des luttes unifiant tous les personnels et la population à travers le pays seraient en mesure de faire ravaler définitivement au gouvernement ses projets criminels. Mais même devant un simple début de mobilisation le directeur régional de l'hospitalisation a tenu à avoir des propos apaisants, conscient qu'il est, comme les gouvernants qu'il sert, de ce que cette politique de restriction en matière de santé peut avoir d'impopulaire.

Un des nombreux hôpitaux de province menacés par les diminutions de crédits.

Au Conseil régional de Picardie

TROIS VOIX SEULEMENT POUR PROTESTER

Les élus de Lutte Ouvrière au Conseil régional de Picardie ont présenté à la session du 4 décembre une motion qui, au moins, a obligé à un débat sur la situation des hôpitaux. Il est à noter que dans le débat les représentants du PS et du PC ont été parmi les plus virulents à s'y opposer, une élue du PS félicitant Martine Aubry pour sa réforme dans ce domaine, le représentant du PC répétant « *Nous n'avons pas à condamner les projets de fermetures de services hospitaliers, nous devons simplement être consultés* ». La motion contenait notamment :

« *Pour essayer de faire passer ces décisions indignes, on nous parle de "sécurité médicale", de "manque de formation" des établissements dits de proximité. Mais tous les hôpitaux pourraient bénéficier de soins de qualité quelle que soit leur taille. Et puis il est choquant, inadmissible, de rogner sur les équipements de santé. A l'aube du 21e siècle, les soins doivent bénéficier des progrès des sciences et de la technique, et être mis en place pour répondre aux besoins de tous, habitants des petites ou grandes agglomérations* »

Et la motion proposait, en conclusion, que, « *les élus du Conseil régional s'affirment totalement solidaires de ces exigences, réclament le maintien et le développement des services de soins de tous les hôpitaux publics et fassent connaître leur position au personnel, à l'Agence Régionale de l'Hospitalisation, au secrétaire d'État à la Santé et ministre de tutelle, madame Aubry* »...

Eh bien, cette motion n'a finalement recueilli que les trois voix... des conseillers régionaux de Lutte Ouvrière !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995